

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

BASTIAT

ET

LE PROTECTIONNISME

Thèse pour le Doctorat

Soutenue le samedi 18 février 1911, à 4 h. 1/2 du soir

PAR

MARCEL ROYER

Président : M. A. DESCHAMPS, professeur.
Suffragants : { MM. JAY, professeur.
FERNAND FAURE, professeur.

PARIS

A. PEDONE, Éditeur

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, RUE SOUFFLOT, 13

—
1911

BASTIAT

ET

LE PROTECTIONNISME

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

BASTIAT

ET

LE PROTECTIONNISME

Thèse pour le Doctorat

Soutenue le samedi 18 février 1911, à 4 h. 1/2 du soir

PAR

MARCEL ROYER

Président : M. A. DESCHAMPS, professeur.

Suffragants : { MM. JAY, professeur.
FERNAND FAURE, professeur.



PARIS

A. PEDONE, Éditeur

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, RUE SOUFFLOT, 13

—
1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

L'extension du protectionnisme et le développement continu des mesures qui en procèdent dans tous les pays, constituent, depuis de longues années déjà, des faits qui ne sont pas sans préoccuper beaucoup d'esprits.

Alors que ceux qui souhaiteraient un état de choses différent, s'alarment des progrès incessants de leurs adversaires, il nous a paru qu'il n'était pas sans intérêt de retracer la lutte entreprise, il n'y a guère plus d'un demi-siècle, par l'un des plus célèbres représentants de l'école économique, qui se montra toujours l'adversaire le plus irréductible du protectionnisme.

L'étude que nous nous sommes proposée embrasse presque toute la vie de Bastiat ; aussi nous a-t-il semblé que le meilleur plan était de suivre cette vie, étape par étape, jusqu'au moment où, rejetant hors de l'intérêt du moment les questions de protectionnisme et de libre-échangeisme, la Révolution de 1848 vient brusquement changer la tâche à laquelle Bastiat s'était d'abord consacré.



CHAPITRE I

Le protectionnisme en France, sous la Restauration et la Monarchie de Juillet.

§ I^{er}.

La Restauration. — Dispositions du Gouvernement de la Restauration en 1814. — Exigences des industriels et des agriculteurs. — Loi du 28 avril 1816. — Les lois sur les céréales (loi du 16 juillet 1819; loi du 8 mars 1821). — Modifications successives des tarifs douaniers. — Loi du 27 juillet 1822. — Loi du 17 mai 1826. — La marine marchande. — Les colonies. — **Conclusion.**

« Messieurs, disait le baron Louis en présentant à la Chambre des Députés le tarif des douanes du 12 août 1814, les prohibitions absolues détruisent l'émulation. Le roi ne veut élever les droits qu'autant qu'il est néces-

saire pour compenser les désavantages actuels de notre industrie et lui assurer les moyens de se maintenir, à la condition expresse de tendre à l'économie et aux procédés les plus simples, et de faire de continuel efforts pour atteindre à des perfectionnements déjà découverts ou à découvrir. Aussi espérons-nous pouvoir, aux sessions prochaines, demander la réduction successive du tarif que nous proposons aujourd'hui (1). »

Ainsi les premières tendances économiques, manifestées par le Gouvernement de la Restauration, indiquaient des dispositions nettement libérales.

La situation politique, au point de vue de la réalisation de ces dispositions, était évidemment des plus favorables. Le Blocus continental venait de disparaître sous les coups de l'Angleterre, flétri de toute l'Europe ; en même temps, nos douanes avaient été expulsées de tous les pays conquis par Napoléon, et nos frontières de terre et de mer se trouvaient ouvertes de toutes parts.

Il était relativement facile à ceux qui venaient de prendre le pouvoir, de donner au pays une nouvelle orientation économique et d'assurer le développement du commerce et de l'industrie conformément aux idées de liberté qui, depuis Adam Smith, se répandaient chaque jour davantage.

« Louis XVIII, formé par la réflexion à laquelle un

(1) Pierre CLÉMENT, *Histoire du Système protecteur en France*, p. 113.

long exil l'avait condamné, doué d'un esprit sceptique, mais observateur et judicieux, nourri sans doute de la lecture d'Adam Smith et convaincu de la justesse de ses démonstrations, aurait voulu donner à la France une liberté commerciale tempérée (1). »

Malheureusement, aussi bien en économie politique qu'en politique, Louis XVIII devait être gouverné par les partis et subir leur impulsion, faute de pouvoir faire accepter ses volontés.

Avant les Cent-Jours, il avait ordonné d'étudier et de préparer la refonte générale de nos tarifs de douane, et comme première mesure, une ordonnance du comte d'Artois, alors lieutenant général du royaume, en date du 23 avril 1814, avait substitué des taxes relativement modérées aux droits très élevés qui portaient sur un certain nombre de produits, particulièrement sur les denrées coloniales, les cotons et les laines.

Une nouvelle ordonnance du 12 août 1814 chercha bientôt à remplacer les prohibitions édictées sous le Premier Empire contre d'autres produits, par des droits permettant leur entrée en France. Ces deux ordonnances avaient ainsi été rendues conformément aux vues du Gouvernement et sans que sa liberté d'action eût été aucunement gênée.

Or, dès ce moment, et quelque peu timidement d'abord,

(1) Pierre CLÉMENT, *Histoire du Système protecteur en France*, p. 113.

commence à se manifester la coalition des industriels et des grands propriétaires fonciers ; bientôt cette coalition allait devenir de plus en plus puissante.

Avec les guerres de la Révolution et de l'Empire, les prohibitions légales, jointes aux prohibitions de fait, résultant des entraves apportées aux relations commerciales par les belligérants, avaient assuré, pendant une vingtaine d'années, le monopole du marché national aux producteurs français.

Ceux-ci ne se soucièrent point, la paix rétablie, d'entrer en lutte contre l'industrie anglaise, armée d'un outillage mécanique encore peu connu en France, et aussi contre l'industrie importante déjà de la Belgique et des provinces rhénanes que la paix venait de rejeter parmi les pays rivaux.

De toutes parts, des pétitions nombreuses furent adressées aux Chambres, et deux années ne s'étaient pas écoulées depuis l'ordonnance de 1814, que le Gouvernement se trouva dans la nécessité de présenter un nouveau projet de loi. Ce projet, sur lequel porta la discussion de la loi du 28 avril 1816, fut déposé devant les Chambres par M. de Saint-Cricq, directeur général des douanes.

Les embarras financiers du Gouvernement étaient alors considérables ; aussi le projet présenté avait-il pour but principal une augmentation de recettes, et il signalait, chose à remarquer, l'abondance des ressources que l'on

pourrait procurer au Trésor en entrant dans un plus large système de transactions internationales.

Les intérêts économiques menacés commencèrent dès lors à manifester leur opposition. La première occasion leur fut offerte par la nouvelle tarification proposée pour les cotons. Les cotons avaient été assujettis, sous l'Empire, à des droits exorbitants ; puis, en 1814, ils n'avaient plus été taxés qu'à un simple droit de balance (1). Or, la nouvelle tarification qui était proposée fixait les droits à 40 et 45 francs les 100 kilos. Les industriels élevèrent aussitôt de vives protestations. Elles s'apaisèrent toutefois devant l'offre que fit alors le Gouvernement de renoncer à sa proposition, à la seule condition de déclarer les tissus étrangers admissibles en France, moyennant une taxe *ad valorem* de 15 à 18 p. 0/0 ; cela eût été bien autrement gênant pour l'industrie !

Il fallait avant tout tenir compte des besoins du Trésor qui étaient impérieux. C'est cette considération qui l'emporta définitivement ; la Chambre se rallia sur presque toutes les questions au projet du Ministère.

Le point essentiel, et qu'il est nécessaire de bien mettre en évidence, est que, prise dans son ensemble, la loi du 28 avril 1816 consacrait avant tout, par son silence, les rigueurs des tarifs antérieurs.

(1) Le droit de balance est un droit de douane, perçu dans le but de couvrir les frais relatifs aux états de commerce qui sont dressés dans les recettes de douane ; états qui servent à établir, en fin d'exercice, la balance du commerce.

En 1814, on s'était occupé de réformes urgentes. La question des prohibitions ayant été alors réservée, on devait supposer qu'elle recevrait bientôt une solution conforme aux tendances qui avaient été, dès le début, manifestées par le Gouvernement. En 1816, l'Administration ne dissimula point ses dispositions favorables à cet égard. Mais les partisans de la restriction avaient conquis du terrain. Les exigences des manufacturiers grandissaient, prenaient des forces, et le Gouvernement dut céder devant les réclamations. Aussi la nouvelle loi se borna-t-elle simplement à refondre les anciens tarifs.

Or ces tarifs se composaient alors de parties encore en vigueur du tarif de 1791 et de la série des tarifs particuliers édictés sous la République et sous l'Empire. La refonte opérée, les prohibitions et les droits restrictifs des précédents régimes se trouvèrent, en fin de compte, maintenus.

Ainsi s'évanouissaient les espérances libérales qui semblaient, en 1814, devoir aboutir à de meilleurs résultats. Dès ce moment, il paraissait évident que la politique commerciale de la France était pour longtemps encore attachée au système des prohibitions, système que les guerres de la Révolution et de l'Empire avaient déjà trop profondément ancré chez nous.

En effet, à partir de ce moment et jusqu'à la fin de la Restauration, nous nous trouvons en présence d'une période de près de quinze années, durant laquelle les

mesures protectionnistes vont toujours se développant de plus en plus.

Les Chambres de Commerce et le Conseil supérieur du Commerce, journellement excités, tantôt par les armateurs, tantôt par les propriétaires fonciers ou par les manufacturiers, ne cessent de soumettre aux ministres des demandes relatives à leurs intérêts particuliers, et lorsque le Pouvoir veut élever des objections, lorsqu'il hésite entre des réclamations souvent contradictoires, presque toujours fort exagérées, c'est par voie de pétitions qu'on en appelle aux Assemblées législatives.

La force des choses le voulait ainsi. Du moment que le Gouvernement avait été amené, uniquement dans le but de favoriser certaines classes de producteurs, à accepter comme faits les actes prohibitifs de la Convention et de l'Empire, que la guerre avait inspirés, toutes les autres classes de producteurs plus ou moins atteintes par là même dans les prix de leurs consommations ou de leurs instruments de travail devaient, l'une après l'autre, solliciter avec ardeur une part des avantages que pouvait procurer la protection.

Aussi dans toutes les mesures votées à ce moment-là sur les questions économiques, retrouve-t-on les témoignages de la pression exercée tour à tour par les intérêts agricoles et manufacturiers constamment ligués pour obtenir une protection plus grande.

Les lois qui apparaissent comme embrassant un en-

semble de modifications importantes des tarifs douaniers sous la Restauration sont au nombre de quatre. — Ce sont, tout d'abord, les deux lois sur les céréales de 1819 et de 1821, puis les lois du 27 juillet 1822 et du 17 mai 1826.

Les lois sur les céréales qui furent votées pendant le règne de Louis XVIII sont particulièrement intéres-

La dernière partie du XVIII^e siècle et les années de l'Empire avaient été signalées par une période de hausse des prix pour les céréales.

L'Ancien Régime, anxieux avant tout d'assurer l'approvisionnement national à une époque où la difficulté des communications rendait cette tâche très délicate, s'était borné à réglementer l'exportation des blés, laissant toute liberté à l'importation. La Révolution, puis l'Empire, avaient suivi les mêmes errements. La Restauration elle-même, à ses débuts, s'était montrée fidèle au régime traditionnel.

Ainsi donc, en 1814, le régime des grains à la sortie en interdisait le transport à l'étranger. Mais aucune restriction n'existait à l'entrée.

Brusquement, vers 1818-1819, une baisse se manifesta sur le prix des céréales. Surpris par ce phénomène inattendu, les agriculteurs en dénoncèrent la cause immédiate dans la concurrence faite à la production nationale par les pays étrangers.

En fait, la mauvaise récolte de 1816 avait nécessité l'importation de blés étrangers, et il y avait eu, à ce moment là, des arrivages importants de blés russes dans le Midi de la France.

La disette finie, ces blés continuèrent à entrer dans notre pays. Très rapidement les agriculteurs se plaignirent de la situation qui leur était faite ; toutefois, ils ne purent obtenir aucune mesure contre les arrivages de blés étrangers jusqu'en 1819. Mais à ce moment, le parti gouvernemental cherchait alors son point d'appui parmi les propriétaires du sol, et il devait fatalement se montrer favorable à tout ce qui touchait au développement ou à la prépondérance des intérêts agricoles.

Pour satisfaire ces intérêts, la loi du 16 juillet 1819 vint changer complètement l'économie séculaire de notre législation des grains, en établissant pour l'entrée un système de droits et de prohibitions, analogue à celui qui n'avait été mis en usage jusque-là qu'à la sortie seulement. Cette loi introduisit en France le système connu sous le nom de « Système de l'Echelle mobile » qui devait subsister avec quelques interruptions dans son application jusqu'en 1861. On avait pris modèle sur l'Angleterre où ce système avait été inauguré dès la fin du XVII^e siècle.

La nouvelle loi établissait un droit d'importation qui variait suivant le prix du blé. Ce droit, destiné à maintenir les prix au chiffre que l'on jugeait nécessaire

pour assurer une rémunération déterminée aux cultivateurs, était d'autant plus élevé que le cours intérieur de cette denrée était plus bas.

Quand ce cours descendait au-dessous d'un minimum fixé, l'importation des blés étrangers était prohibée.

Si l'on considère le cours des blés durant les années antérieures, on voit qu'après s'être maintenu de 1800 à 1814 au taux moyen de 21 fr. 34 l'hectolitre, il s'était élevé à 24 fr. 65 en 1818. Il n'y avait donc là rien d'alarmant pour le producteur. Mais les propriétaires, au lieu de considérer des moyennes, auraient voulu conserver le prix de quelques années exceptionnelles. Leur blé s'était vendu 26 fr. 13 en 1811, — 34 fr. 34 en 1812, — 28 fr. 31 en 1816, — 36 fr. 16 en 1817 ! Leurs réclamations pour obtenir une protection de tarifs, derrière laquelle tant d'autres industries cherchaient à s'abriter, furent si vives, qu'il devint nécessaire de leur donner satisfaction.

Le Gouvernement, préparé par l'exemple de la Grande-Bretagne, et aussi entraîné par les mesures que la Sardaigne, l'Espagne, le Portugal prenaient contre l'importation étrangère, fit établir un régime qui, pour la première fois en France, devait étendre aux grains le système protecteur.

Le projet fut déposé à la Chambre le 31 mai 1819, par Decazes, ministre de l'Intérieur. Le territoire était divisé en trois classes ; l'importation était prohibée, lors-

que les prix descendraient à 20 francs dans la première classe, à 18 fr. dans la deuxième classe et à 16 fr. dans la troisième.

C'est en vain que Voyer d'Argenson protesta contre une telle mesure, le projet fut adopté à la majorité de 434 voix contre 48.

On ne devait pas encore s'en tenir là. La loi du « double vote », rendue en 1820 sous le coup des émotions produites par l'assassinat du duc de Berry, avait accru la prépondérance de la propriété territoriale. Des pétitions aux Chambres amenèrent le Gouvernement à présenter un nouveau projet de loi. La Commission de la Chambre des Députés trouva le projet insuffisant et elle proposa à la Chambre un nouveau projet qui rendait l'importation des blés impossible par les ports de la Provence avant que les blés indigènes eussent atteint le prix de 28 fr.

La discussion du projet souleva d'énergiques protestations. Benjamin Constant, interrompu et ne pouvant s'expliquer, s'écria : « Je me bornerai à vous dire qu'il est fâcheux de voir que vous faites renchérir les denrées que vos terres produisent et dont vos greniers sont remplis. » (1)

Le projet de la Commission n'en fut pas moins voté et bientôt sanctionné par la Chambre des Pairs. Ce fut la loi du 8 mars 1824.

(1) AMÉ, *Étude sur les Tarifs de douane*, p. 116.

La loi du 15 avril 1832 devait atténuer quelque peu ces dispositions en substituant à la prohibition absolue une échelle continue de droits gradués.

En fait, l'échelle mobile ne réussit pas à relever le cours du blé ainsi que l'avaient espéré ses défenseurs, elle ne réussit guère qu'à entraver la baisse ; mais ce bien relatif fut chèrement payé par les perturbations constantes des cours, causées par son application.

Loi du 27 juillet 1822. — La première industrie qui réclama, à la suite de ces mesures, un supplément de protection, fut l'industrie métallurgique. En 1814 une loi avait déjà élevé le droit d'entrée sur les fers, à un taux qui représentait 50 pour cent de leur valeur. A l'abri de ce tarif, notre fabrication pour les fers et les aciers avait fait d'étonnants progrès. Il semblait naturel de conclure que la protection accordée à nos aciéries était suffisante. Mais si on avait pu éloigner les fers au bois de Suède et de Russie, il n'en avait pas été de même pour les fers anglais fabriqués depuis plusieurs années déjà par le procédé beaucoup plus économique de la houille et du laminoir, et les droits établis en 1814 ne les empêchaient pas de concurrencer les fers français.

Au lieu de suivre la voie de progrès qui leur était indiquée, en transformant leur outillage, les fabricants français trouvèrent plus simple de demander un supplé-

ment de protection, et le Gouvernement, entraîné par les concessions déjà faites à l'agriculture, porta les droits sur l'acier forgé de 49 fr. 50 à 66 francs et sur l'acier fondu de 49 fr. 50 à 110 francs. Ainsi la loi de 1822 élevait les droits d'entrée sur les fers à 120 pour cent de leur valeur.

Cette question des fers et des aciers tint une place relativement très importante dans la discussion de la loi de 1822, mais il faut ajouter qu'elle embrassait en outre d'autres modifications considérables relatives soit aux laines, soit aux lins, soit aux bestiaux.

Il est à noter que la Commission de la Chambre des Députés ne se borna pas à aggraver le projet qui avait été présenté par le Gouvernement dans toutes ses dispositions, sur les fers, les laines, les lins, les bestiaux, les sucres, etc., etc., elle prit encore souvent, et toujours avec succès, l'initiative de fréquentes modifications restrictives.

On a pu dire que les débats de la loi de 1822 offrirent le triste spectacle « d'un pêle-mêle d'intérêts privés en ébullition ».(1) C'est ainsi, par exemple, que l'on vit surgir un antagonisme profond entre les fabricants de drap et les éleveurs, lorsque vint la discussion sur les laines. Les premiers auraient voulu voir maintenir les droits élevés et même la prohibition à la sortie du bétail ; par

(1) AMÉ, *Étude sur les Tarifs de douane*, p. 156.

contre, ils sollicitaient l'admission en franchise des laines étrangères. Les éleveurs, de leur côté, luttèrent vigoureusement contre des mesures qui eussent été très préjudiciables à leurs intérêts. Ce furent eux, d'ailleurs, qui l'emportèrent.

Les arguments produits de part et d'autre à la tribune se ressentirent beaucoup trop des préoccupations exclusives de chacun.

Les droits d'entrée qui pesaient alors sur les laines ne dépassaient pas, en moyenne, 5 pour cent de la valeur. La Commission, pour satisfaire aux demandes intéressées, éleva le droit des laines fines et doubla celui des laines communes qui faisaient presque exclusivement l'objet de nos importations.

Les droits sur les bœufs furent portés à 50 francs alors que le ministre proposait 30 francs ; et la Commission ne jugeant pas encore la protection assez efficace, déclarait par la bouche de son rapporteur, M. de Bourienne, qu'elle avait seulement indiqué la route à suivre.

La Commission demanda la prohibition des extraits de bois de teinture, afin de rendre à notre marine le fret qu'elle perdait en ne transportant plus, au lieu des bois eux-mêmes, que des extraits réduits à deux outrois pour cent du poids de la matière première, etc., etc.

Ne devait-on pas proposer plus tard d'obliger nos colons à nous expédier, au lieu de sucre, les cannes en nature ?

Plus on avance, plus on voit s'élargir la voie dans laquelle s'était engagé le Gouvernement de la Restauration sous la pression de circonstances accidentelles : on croyait fortifier les assises du pouvoir en secondant les prétentions des « Grandes existences industrielles ou territoriales du pays ».

Loi du 17 mai 1826. — L'organisation du système protecteur de la Restauration fut complétée par la loi du 17 mai 1826. C'est avec elle que le protectionnisme, durant cette période, atteint son apogée.

Déjà diverses ordonnances rendues depuis 1822 avaient établi la plupart des dispositions que la loi de 1826 était destinée à consacrer. Ces ordonnances avaient été soumises aux Chambres, et elles avaient été l'objet, en 1824 et en 1825, de deux exposés de motifs et de deux rapports de commissions. Le temps seul avait manqué pour la discussion publique.

Le projet que présenta le Gouvernement était le fruit de ces travaux successifs. Il portait principalement à nouveau sur les laines, les bestiaux, les toiles et les aciers. Pour satisfaire aux réclamations de l'agriculture qui ne cessait pas de se considérer comme sacrifiée à l'industrie manufacturière, on lui accordait encore d'importantes concessions en ce qui concernait les laines et les bestiaux.

Déjà, en 1822, on avait doublé la taxe sur les laines

communes, les seules qui vinssent alors du dehors en quantités un peu considérables. Mais les prix ne s'améliorant pas, les éleveurs déclarèrent qu'on n'avait pas fait assez pour eux, et dans les discussions de 1823 sur le budget de 1824, la Chambre des Députés retentit de leurs doléances.

Les propriétaires fonciers, les « influences territoriales », grâce au système censitaire, avaient une prépondérance trop marquée pour ne pas obtenir immédiatement satisfaction dans leurs revendications ; aussi l'ordonnance du 14 mai 1823 avait-elle augmenté les droits sur les laines dans une proportion énorme.

La taxe la plus faible (laines communes brutes) avait été portée de 10 à 30 francs par cent kilos ; la plus forte (laines surfines lavées à chaud) de 60 à 240 francs.

Les éleveurs, d'autre part, semblaient avoir obtenu ainsi entière satisfaction. Dans les sept derniers mois de 1823 il ne fut plus introduit que 900.000 kilog. de laines étrangères. Mais au commencement de 1824, les importations en laines communes reprirent un peu plus d'activité ; elles avaient atteint, dans les 9 premiers mois, 2.500.000 kilog. On s'écria tout aussitôt que le but de l'ordonnance de 1823 était manqué.

En réalité nos fabricants, habitués à faire emploi de certaines espèces de laines, ne pouvaient pas s'en passer. Mais les prétentions des éleveurs croissaient avec leurs succès.

Une ordonnance du 20 décembre 1824 éleva les droits

des laines communes à 49, 100 et 106 francs par 100 kilogrammes, selon qu'elles étaient brutes, lavées à froid ou lavées à chaud.

Une nouvelle ordonnance sur les douanes, promulguée quelques mois après, le 13 juillet 1825, porta de 73 et 79 à 300 francs les droits applicables aux laines teintes de toutes sortes.

Le projet de loi de 1826, qui était soumis aux Chambres, consacrait, nous l'avons dit, la transformation que ces ordonnances successives avaient fait subir au régime des laines ; mais pour remédier à des imperfections révélées par la pratique du tarif, la loi convertit les différentes taxes en un droit unique de 30 pour cent de la valeur, avec des minima de prix de 1 franc, qui avaient en définitive pour résultat d'imposer encore les basses qualités à 50 et 60 pour cent de leur valeur réelle !

En ce qui concerne les bestiaux, leurs importations en France avaient considérablement baissé après la loi de 1822. Les droits qu'elle avait établis avaient excité chez nos voisins une vive irritation. Les représailles ne s'étaient pas fait attendre. Les Pays-Bas avaient prohibé nos étoffes de laine et nos verreries, grevé d'un droit de 100 pour cent nos faïences et nos poteries, restreint l'entrée de nos vins, etc., etc.

De même la Suède, à la suite de notre législation sur les fers, avait établi un droit de 200 francs par barrique de vin français.

Cela n'empêcha pas qu'un nouveau régime fut encore proposé aux Chambres et adopté malgré l'opposition du Gouvernement.

Toujours, suivant les mêmes dispositions, les houblons, qui étaient frappés précédemment d'un droit de 45 francs, furent frappés de droits de 60 fr. les 100 kilos.

Les industries textiles, suivant l'exemple presque général, élevèrent à leur tour de nouvelles réclamations.

Dans les dernières années de l'Empire, le tarif général frappait les toiles écrues sans apprêt d'un droit de 50 fr. par 100 kilogr. Ces droits, abaissés à 25 francs en 1814, furent successivement relevés en 1816, en 1818 et en 1820, en même temps qu'on divisait les toiles en diverses catégories.

La loi de 1826 porta le nombre de classes à 6 au lieu de 4 et échelonna les droits de 30 fr. à 350 fr. et même au-dessus. Certaines toiles blanches étaient taxées suivant leurs degrés de finesse au double des mêmes droits.

L'industrie des toiles provoqua une autre proposition qui souleva encore un débat très vif. Les manufactures de coton, en plein développement, portaient atteinte et diminuaient de plus en plus le nombre de nos tisserands de fil de lin. Le coton se travaillait dans les fabriques, le lin dans les campagnes ; le coton nous était fourni par l'étranger, le lin par notre agriculture. On pensa que c'était là un double motif pour arrêter l'essor des fabriques de tissus de coton. La situation des

fabricants de toile de lin était d'ailleurs devenue particulièrement gênée. Concurrencés, à la fois, par les produits similaires étrangers et par l'industrie cotonnière nationale, ils n'hésitèrent pas à réclamer, en même temps que la prohibition des toiles étrangères, la prohibition du coton. Un amendement fut déposé dans ce sens ; la Chambre, heureusement, le rejeta.

Dans le projet de 1826, un nouvel article était consacré aux aciers : il portait de 100 à 120 francs le droit sur les aciers fondus en barre, et de 70 à 100 francs, au taux uniforme de 140 francs, le droit sur les tôles et les filés.

Comparés aux prix étrangers, ces nouveaux droits équivalaient à près de 100 p. $\%$. Ils étaient, en quelque sorte, prohibitifs.

Déjà, les maîtres de forges, favorisés par une extension de besoins plus rapide que le progrès de la production, avaient réalisé d'immenses bénéfices. D'un autre côté, la question des chemins de fer commençait à préoccuper les esprits. Nos établissements métallurgiques n'étaient pas en mesure de pourvoir à l'immense débouché qu'ils ne pouvaient escompter. Il était à craindre, dès lors, que les prix n'augmentassent encore, au grand préjudice de l'agriculture, des arts industriels et de l'ouverture des voies ferrées.

Divers orateurs proposèrent, pour ces motifs, d'abaisser le tarif des fontes et des fers. Les ports de mer insistaient, d'autant plus que l'Angleterre avait offert de

réduire les taxes sur nos vins, si nous consentions à abaisser les droits sur ses fers.

Mais, en s'attaquant au tarif des fers, on menaçait des positions considérables et l'on ébranlait les fondements mêmes du système restrictif. Les amendements sur ce point furent combattus avec énergie. On déclara que les fabricants devaient d'abord couvrir une partie des capitaux engagés dans les vastes constructions nécessaires pour l'emploi des nouvelles méthodes, qu'il fallait leur donner le temps de rentrer dans leurs avances, et ainsi fut maintenu le tarif de 1822.

La protection s'étendit aussi à la marine marchande. L'interdiction du cabotage aux navires étrangers fut maintenue. On créa les surtaxes de pavillon, applicables aux marchandises importées par navires étrangers, et les surtaxes d'entrepôts destinées à développer l'intercourse directe. — Des droits de tonnage frappèrent, à l'entrée dans nos ports, les vaisseaux des nations étrangères ; et la navigation coloniale fut réservée pour la presque totalité à la marine française.

On protégea spécialement l'industrie des constructions navales en prohibant l'importation des bâtiments de mer étrangers.

Suivant l'exemple des intérêts métropolitains, les intérêts coloniaux demandèrent à leur tour à participer aux faveurs douanières.

Le système colonial, malgré certaines atténuations, fut

maintenu pendant toute leur durée par les gouvernements de la Restauration et de Juillet.

Les trois principes sur lesquels reposait ce système : monopole de l'intercourse entre la métropole et les colonies réservé au pavillon national, interdiction aux colons d'acheter des produits venant de l'étranger et défense à la colonie de vendre ses produits ailleurs que sur le marché métropolitain, demeurèrent en vigueur.

Or, le sucre constituait la principale richesse des quatre grandes colonies qui nous avaient été laissées par les traités de 1815. Ce produit, offrant une grande facilité de taxation, le Gouvernement l'avait fortement imposé à l'entrée en France. De plus, l'industrie du raffinage avait été réservée à la métropole au moyen d'une surtaxe sur les sucres raffinés. Les colons s'étant plaints de voir les sucres étrangers venir leur faire concurrence sur le marché national, on imposa pour les satisfaire des surtaxes prohibitives sur les sucres des colonies étrangères.

A la faveur de cette législation, les sucres coloniaux français approvisionnèrent seuls, pendant quelque temps, la métropole. Mais ils devaient rencontrer bientôt un nouveau concurrent, indigène cette fois, dans le sucre de betterave.

La loi de 1826 fut le dernier acte de douane des assemblées législatives de la Restauration.

Cependant, en dehors des assemblées délibérantes, les récriminations étaient encore plus ardentes qu'à la Tri-

bune. Beaucoup d'industries se plaignirent des charges que leur imposait le tarif. Chacun demandait la protection pour ce qu'il fabriquait et la liberté d'importation pour ce qu'il ne fabriquait pas.

Comme un parlementaire le rappelait plus tard à la tribune : « Toutes les branches du travail étaient en état de récrimination les unes contre les autres ». On critiquait particulièrement la protection excessive accordée à la production métallurgique. Les pays vinicoles, les ports de mer, y voyaient la cause déterminante du malaise de nos campagnes et de l'infériorité relative de nos échanges internationaux.

Aux prises avec tous ces intérêts contraires qui se montraient souvent à nu avec une véritable naïveté, le Gouvernement se décida, en 1828, à former une Commission d'enquête chargée d'examiner à nouveau quelques-unes des questions fondamentales de notre régime protecteur.

La Commission d'enquête, composée d'hommes éminents, choisis dans les grands corps de l'Etat et de l'Administration, se montra favorable au régime protecteur. Cependant, la situation faite à la production et à la consommation par les dernières lois de douane, ne lui paraissant pas susceptible de se prolonger longtemps, elle signala par l'organe de son rapporteur, M. le baron Pasquier, la nécessité d'étudier plus attentivement les véritables besoins de chaque industrie « en présence des

dommages que pourrait créer une protection excessive » (1).

Un projet de loi fut déposé le 21 mai 1829, mais les événements de 1830 vinrent ajourner ce premier essai de réforme.

Si l'on jette un coup d'œil sur l'ensemble de cette période, on voit que le Gouvernement de la Restauration fut en définitive obligé d'épouser et de soutenir les intérêts de ceux qui votaient pour lui. Il faut reconnaître cependant, que les lois de douane de ce Gouvernement, ces lois, qui ont, pour la première fois, frappé de taxes si fortes les substances alimentaires et les matières premières de l'industrie, furent populaires.

« Quiconque, dans la persuasion qu'il servait à la fois la cause du peuple, du commerce maritime et de l'industrie elle-même, demandait qu'elles fussent modifiées graduellement, prudemment, avec la réserve que pouvaient commander les graves intérêts engagés dans toutes les questions de tarifs, était représenté comme un ennemi du peuple, de l'agriculture et de l'industrie nationale » ! (2)

(1) AMÉ, *Étude sur les Tarifs de douane*, p. 174.

(2) Pierre CLÉMENT, *Histoire du Système protecteur en France*, p. 240.

§ II

La Monarchie de Juillet. — Premières tendances des ministres de Louis-Philippe après la Révolution de 1830. — Mesures libérales. — Opposition des Chambres. — La loi du 15 avril 1832 sur les céréales. — Tentatives de Duchatel. — Le projet de loi de 1836. — Echec. — Loi de 1841. — Guizot : le Traité de commerce de 1842 avec la Belgique. — Les débats de 1845. — Conclusion.

Le système économique qui avait été appliqué en France de 1814 à 1830, s'établit, nous l'avons vu, sous la pression d'une Chambre des Députés composée en majeure partie de grands propriétaires, et d'une Chambre des Pairs héréditaires.

On pouvait penser que ce système ne serait pas celui du Gouvernement, fondé en 1830 sur des bases toutes nouvelles. La réduction du cens électoral, la suppression du double vote, celle de l'hérédité en ce qui concernait la Chambre des Pairs, et, d'un autre côté, l'arrivée au pouvoir de la plupart des hommes qui, dans les quinze dernières années, s'étaient associés aux vœux formés dans le public et dans les Chambres en faveur des réformes industrielles et commerciales, tous ces motifs firent

naître chez les partisans de ces réformes des espérances bien naturelles.

C'est ainsi, par exemple, que parmi les hommes que la Révolution de 1830 avait rapprochés du pouvoir, se trouvait Duchatel, qui était désigné comme le principal rédacteur du fameux manifeste du Comité vinicole de la Gironde. La presse même était favorable ; selon divers organes, nos nouvelles institutions politiques devaient nécessairement nous conduire à élargir les bases de nos relations internationales.

On parlait de féodalité manufacturière à renverser pour compléter l'œuvre de Juillet. L'opinion publique paraissait accepter ces manifestations.

Nous allons bientôt voir cependant que, sous le règne de Louis-Philippe, les mêmes obstacles, qui avaient entravé les bonnes intentions du Gouvernement de la Restauration, vont se renouveler d'une façon presque identique.

Les ministres de Louis-Philippe profitèrent bien, il est vrai, au commencement, de la faculté que leur conférait la loi de diminuer par des ordonnances les droits écrasants dont quelques matières premières avaient été frappées. Mais, par la suite, quand on voulut dans plusieurs circonstances importantes donner progressivement de nouveaux gages à ceux qui souhaitaient une liberté industrielle plus grande, quand on voulut modifier les tarifs dans ce qu'ils paraissaient avoir d'excessif, étendre au

moyen de quelques concessions les relations commerciales de la France, les plans d'amélioration et les projets de loi rencontrèrent invariablement et toujours leurs principaux obstacles dans la Chambre des Députés.

Il faut reconnaître que les industriels menacés surent profiter de l'exagération de leurs adversaires. Ils exposèrent au roi Louis-Philippe qu'une réforme sérieuse de tarifs compliquerait une situation déjà fort difficile par elle-même, et ils parvinrent de cette façon à échapper aux entraînements du début du règne qui auraient pu leur être funestes.

C'est ainsi que pendant les années 1830 et 1831 aucune question importante ne fut soulevée en matière de douane.

Quelques légères réformes, préparées par le Gouvernement dans un sens un peu libéral, avaient bien obtenu, sauf de petites modifications, l'adhésion des Chambres, mais le premier projet qui pénétra au vif des intérêts engagés dans le système protecteur se heurta contre une majorité hostile, et fut entièrement bouleversé.

Les lois sur les céréales de 1819 et 1821 avaient subordonné l'intérêt du consommateur à celui du producteur. Leur résultat avait été de décourager le commerce ; elles gênaient l'alimentation publique, créaient de choquantes inégalités pour la perception de l'impôt et pouvaient forcer certaines contrées de la frontière à subir des prix de di-

sette alors que d'autres départements étaient bien approvisionnés.

Le 17 octobre 1831, le ministre du Commerce présenta un projet modifiant certains points du système existant, mais laissant subsister néanmoins l'échelle mobile. Le but était de faire cesser certaines anomalies. Le projet fut vivement attaqué par la commission de la Chambre des députés qui y introduisit des changements l'altérant profondément. Même quand il vint en discussion, un député, M. Laurence, présenta un amendement encore plus restrictif, et pour enlever la majorité, se servit de l'argument suivant : « Le jour où le Gouvernement et la Chambre auront abandonné la protection de l'industrie agricole, ce jour-là sera la veille de celui où ils abandonneront la protection de tous les produits industriels. »

Le projet ministériel transformé ne fut plus que la reproduction de la loi de 1821 avec le rétablissement de l'entrepôt fictif, et la substitution, aux prohibitions d'entrée et de sortie, de droits gradués susceptibles d'en tenir lieu.

Aux termes de l'article 2, la loi ne devait avoir d'effet que jusqu'au 1^{er} juillet 1833, mais à cette date la loi de 1832 fut prorogée « jusqu'à la révision des tarifs ». Cette révision, bien des fois projetée, ayant toujours paru devoir soulever de vives résistances, le système éminemment restrictif adopté en 1821 contre la volonté des hommes d'Etat de la Restauration, consacré en 1832,

malgré l'opposition énergique du ministre de Louis-Philippe, fut imposée plus tard au gouvernement impérial lui-même, et réglait encore en 1860 le commerce des céréales.

L'année 1833 se passa sans qu'aucune question douanière fût soulevée.

Mais en 1834, Duchatel, ministre du Commerce, chargea le Conseil supérieur du commerce et de l'industrie de procéder à une enquête générale dans le but de constater s'il était réellement nécessaire de conserver la prohibition à l'égard des tissus de coton et de laine, des poteries de grès fin, des plaqués, des verreries, etc., etc.

Devant le Conseil supérieur du commerce, les délégués de l'industrie défendirent les prohibitions avec véhémence. En même temps Roubaix et Rouen exhalèrent des plaintes qui semblaient de nature à ne plus permettre de les compter au nombre des amis de la nouvelle dynastie. Il y eut désaccord au Conseil des ministres, où on ne voulait pas s'exposer à de graves difficultés parlementaires, et Duchatel dut renoncer aux mesures qu'il avait projetées.

Tout à coup, en 1836, on voit se produire un mouvement d'hostilité contre les exagérations du système protecteur. A nouveau Duchatel déposa un projet de loi reproduisant toutes les propositions libérales antérieures de l'administration. A la Chambre une Commission fut nommée où domina l'élément bordelais hostile au système en vigueur.

Depuis l'établissement du régime parlementaire, c'était la première manifestation des Chambres dans ce sens. Le rapport de M. Ducos fut le signal d'un débat dans lequel les opinions et les intérêts se heurtèrent avec beaucoup de vivacité. Les deux théories, de la liberté commerciale et du système protecteur, y furent éloquemment défendues.

D'une part, Ducos, Alexandre de Laborde, Lherbette, Duvergier de Hauranne, Bignon, de Lamartine, Anisson-Duperron, d'Harcourt, poussèrent le pays à s'affranchir d'un régime industriel qui leur paraissait constituer des privilèges dommageables pour la société. De l'autre, Em. Poulle, Jaubert, Cunin-Gridaine, Ch. Dupin, Pagès, le général Bugeaud, semblaient vouloir immobiliser la situation.

Hippolyte Passy, qui avait succédé à Duchatel au ministère du commerce, et Thiers s'efforcèrent de concilier les adversaires sur le terrain des faits pratiques.

C'est ainsi que le système des zones établi pour la houille fut modifié et les droits furent réduits à 0 fr. 60 et 0 fr. 30 pour le littoral de l'Océan.

Ce même tarif diminuait les droits d'entrée de 33 % sur les laines, de 25 % sur les fers fabriqués à la houille et réduisait beaucoup d'autres taxes.

Mais ces succès partiels, obtenus par les défenseurs de la liberté commerciale, avaient resserré la coalition des députés des villes de fabrique et des représentants

de la propriété territoriale ; et lorsque le gouvernement voulut proposer de réduire de moitié les droits d'entrée sur les bestiaux, réduction qui était réclamée par tout l'est de la France, par Paris, par Lyon, etc., etc., la proposition fut repoussée.

De nouvelles plaintes de l'agriculture s'élevèrent en 1844 au sujet de la mévente des lins. La fabrication anglaise pour les toiles de lin et de chanvre, merveilleusement outillée, avait vu ses exportations en France passer de 56.000 kilogr. en 1832 à 6.817.000 kilogr. en 1844. Les tisseurs repoussaient toute augmentation de droits sur les fils et réclamaient contre la réduction votée en 1836 sur les toiles.

Une enquête du Conseil supérieur du commerce fit ressortir que la culture du lin s'était très développée en France, et que le tissage, puissamment stimulé par l'emploi des fils anglais, était aussi en progrès.

Les droits sur les fils n'en furent pas moins portés à 10 %, taux moyen, et plusieurs orateurs jugèrent même la concession insuffisante.

M. Lestiboudois, partisan aussi absolu du système protecteur qu'adversaire déclaré de l'alliance anglaise, aurait voulu qu'on écartât toute concurrence par des mesures encore plus énergiques.

Avec l'arrivée de Guizot aux affaires, l'intervention directe de la politique dans nos tarifs de douane préparait de nouvelles luttes. Guizot revenait de Londres avec

des dispositions favorables aux traités de commerce. Le projet d'une union douanière entre la France et la Belgique, pour l'opposer au zollverein allemand, préoccupait vivement l'opinion publique.

Le traité de 1842 qui, après dix ans de pourparlers, venait enfin d'aboutir, souleva les plus vives critiques par les faveurs qu'il accordait à la Belgique. Mais ce ne fut qu'en 1845, c'est-à-dire environ trois ans après la conclusion du traité (qui expirait le 16 août 1846), que s'ouvrit le débat.

La majorité de la Chambre, ne pouvant faire autre chose, vota une disposition aux termes de laquelle les droits de faveur concédés à la Belgique cesseraient de lui être appliqués à l'expiration de la convention. Un traité analogue avec la Sardaigne n'obtint pas plus de faveur devant les Chambres.

A ce moment, sur plusieurs points secondaires, on voit la Commission de la Chambre obtenir, en dehors de l'initiative du Gouvernement, des augmentations de droits : elle fit élever les taxes applicables aux suifs, aux asphaltes, aux ferrailles, et même au lait !

Enfin, en 1845, le Gouvernement cédait encore devant la majorité, à propos de la question si importante du régime des graines oléagineuses ; à des droits de 7 à 8 % ou substituait une protection de 35 à 40 %.

Les deux dernières années du règne de Louis-Philippe n'amènèrent aucun changement. Comme résultat, dans

l'ensemble, on peut dire qu'on n'avait guère amélioré.

La Monarchie de Juillet, comme le Gouvernement de la Restauration, avait dû, pendant tout le temps de sa durée, lutter contre les exigences chaque jour croissantes des intérêts privés ; souvent aussi elle avait dû les subir. Il faut reconnaître cependant qu'elle apporta, particulièrement, dans les premières années de son existence, certaines modifications heureuses à quelques parties du tarif. Les droits sur les houilles, sur les fers, sur les laines, furent quelque peu réduits. Un certain nombre de prohibitions furent supprimées. Dès 1834, le Gouvernement aurait voulu les supprimer toutes : des considérations politiques l'arrêtèrent. Dans la même année il s'était proposé de réduire d'un tiers le droit sur les bestiaux ; ce projet fut abandonné.

Six ans plus tard, il avait songé à contrebalancer l'union douanière allemande par l'union de la France avec la Belgique ; on lui donna à entendre que la Chambre des Députés ne le permettrait pas. Enfin le dernier projet de loi de douane qu'il présenta, bien que très modéré, rencontra dans cette Chambre une opposition inattendue, aussi bien sur les principes que sur les détails. Il est probable que si ce projet était arrivé à discussion devant les Chambres, les mesures que proposait le Gouvernement auraient été complètement transformées et rendues méconnaissables. Il disparut avec la Révolution de février.

Il ne faudrait pas croire cependant que la période dont nous venons de relever les principales lois en matière économique fut une période de difficultés et de troubles dans la vie industrielle et commerciale de la France. On pourrait objecter que les règnes de Louis XVIII, de Charles X et de Louis-Philippe marquèrent pour notre pays une ère de prospérité. Mais, à bien considérer les choses, il apparaît que ce fut là surtout une conséquence bienfaisante de la paix succédant à une longue période de guerres.

Le développement constaté à ce moment-là, et qui reste encore loin du brillant essor qui se produisit sous le Second Empire, se fit, on peut le dire, malgré les interventions sans cesse répétées des pouvoirs publics. N'aurait-il pas été plus complet avec un régime de liberté plus grande ?

On peut le penser, si l'on en juge par les plaintes et les protestations de ceux qui eurent à souffrir d'un état de choses funeste à leurs intérêts.

Nous allons voir, en effet, qu'un mouvement hostile aux idées protectionnistes cherchait, de plus en plus, à s'emparer de l'opinion publique, et qu'à partir de 1843 une lutte ardente, synthétisée par un homme, Frédéric Bastiat, fut engagée pour tenter la conquête des libertés commerciales.

CHAPITRE II

§ 1^{er}.

Frédéric Bastiat. — La formation des idées. —
Années de jeunesse. — Bastiat à Bayonne. —
Commerce et études. — Le port franc de Bayonne.
— Mugron : Félix Coudroy et Bastiat.

La biographie de Bastiat est bien connue ; il n'est cependant pas sans intérêt, croyons-nous, de la reprendre ici pour marquer, au point de vue de l'étude que nous nous sommes proposée, l'influence considérable qui fut exercée sur la formation de ses idées par le milieu où il se trouva placé, et surtout par les courtes années durant lesquelles il s'essaya au commerce.

Claude-Frédéric Bastiat est né à Bayonne, le 14 messidor an IX (30 juin 1801).

Il était issu d'une vieille famille landaise adonnée depuis plusieurs siècles à l'exercice du commerce. Son

père était venu fonder à Bayonne, de concert avec son beau-frère, Henri de Monclar, une maison de commerce qui n'avait pas tardé à prendre un rapide développement.

Il expédiait des vins en Belgique, faisait le trafic de la laine et du coton avec l'Espagne et le Portugal et se livrait à des opérations de banque.

Jeune encore, à 11 ans, Bastiat, déjà orphelin, fut envoyé à l'école de Sorèze. Cette école jouissait d'une grande réputation qui dépassait alors les limites de la région, et même celles de la France.

Le programme des cours, tel qu'il y était établi, diminuait beaucoup l'importance de l'étude du latin, mais les mathématiques y tenaient une place très importante, et, à côté de l'histoire, de la géographie, de la physique, de la chimie, on enseignait encore cinq langues vivantes, le commerce, la tenue des livres, la statistique, la logique, la métaphysique, la morale.

Frédéric Bastiat reçut ainsi une instruction encyclopédique, et, s'il trouva de l'intérêt aux sciences telles que l'histoire naturelle et la physique, il eut la faculté, conformément à la tradition de l'Ecole, de s'adonner plus particulièrement aux études pour lesquelles il avait toute prédilection.

C'est à Sorèze qu'il puisa ce goût des études philosophiques qui devaient le conduire, plus tard, dans la voie que la destinée lui réservait.

« Mais en 1818, lorsqu'il prit congé de ses maîtres,

ceux-ci ne pressentaient guère en lui le philosophe, l'économiste, le logicien, le remueur et semez d'idées qu'il devait être. Quand il quitta l'école, sans avoir d'ailleurs obtenu son diplôme de bachelier, il apparaissait plutôt comme un dilettante des lettres, comme un fervent de la nature et du beau (1). »

En septembre 1818, Bastiat arrivait à Bayonne. Il avait été décidé, en effet, qu'en sortant du collège de Sorèze, il entrerait dans la maison de commerce de l'ancien associé de son père ; cette mesure semblait toute naturelle. Fils, petit-fils, arrière-petit-fils de négociants, Frédéric Bastiat, aux yeux de ses parents, avait devant lui une carrière tout indiquée, et dans la lutte des intérêts économiques où il allait s'engager, l'instruction solide qu'il avait reçue pouvait être considérée comme une arme de plus entre ses mains.

Fut-il consulté sur le choix de la profession qu'il désirait embrasser ? La chose est douteuse. Il n'avait pas donné à ses études un but précis et déterminé, il avait appris pour le simple plaisir d'apprendre, et il était arrivé à l'âge de 17 ans sans avoir fait de projets d'avenir. Il lui eût donc été difficile d'indiquer ses préférences, et du reste il se rendit chez son oncle, M. de Monclar, sans aucun déplaisir.

(1) P. RONCE, *F. Bastiat, sa vie, son œuvre*.

Il s'imaginait que le commerce était un art tout mécanique et que six mois lui suffiraient pour l'apprendre. Dès lors il partait avec l'idée arrêtée de faire deux parts de sa vie : il entendait consacrer quelques heures par jour au négoce ; quant au reste de son temps, il l'occuperait à poursuivre les études de son goût, c'est-à-dire à continuer ses recherches philosophiques.

Cet arrangement n'eût résisté pas à la pratique. S'il se fût simplement agi pour Bastiat de surveiller les expéditions, de contrôler les rentrées, de faire de la correspondance, cette besogne lui eût laissé la liberté d'esprit qu'il avait pensé obtenir en entrant dans un comptoir. Mais il ne tarda pas à s'apercevoir de son erreur ; il constata que loin d'être une routine, d'être circonscrit à la connaissance des marchandises, de la tenue des livres et de quelques autres notions techniques, la science du commerce exigeait l'étude des lois et de l'économie politique.

Dès les premiers instants, il trouva dans ses occupations un nombre considérable de points d'interrogation. Ces marchandises qui passaient sous ses yeux, d'où venaient-elles ? Où allaient-elles ? Pourquoi les dirigeait-on ici plutôt que là ? Quels éléments en composaient le prix de revient et le prix de vente ? Comment pouvait-on calculer la marge des bénéfices qu'elles étaient susceptibles de procurer ? etc., etc. Et le commerce ne lui apparut plus comme un art, mais comme une science,

et une science dont il ignorait les premières notions (1).

Cette découverte le jeta dans une grande incertitude : allait-il suivre son goût pour la philosophie ou sacrifier son goût à son devoir en « s'enfonçant dans les finances ». Son incertitude dura peu. Il se décida promptement « à faire passer son devoir avant tout ». Il pensa que pour peu qu'il fût heureux dans le commerce, il aurait, assez jeune encore, la fortune suffisante pour vivre tranquille et que, une fois ce résultat obtenu, il n'aurait plus à s'imposer un ennuyeux travail pour acquérir un superflu inutile.

Pour réaliser au plus vite ces projets, il se mit résolument au travail. Concurrément avec la *Logique* de Destutt-Tracy, il lut la *Richesse des Nations*, d'Adam Smith ; il lut encore le *Traité d'Economie politique*, de J.-B. Say, dont le plan méthodique l'enchantait et qui lui procura, a-t-il dit, tout le plaisir qui naît du sentiment de l'évidence.

Il apprit ainsi les lois qui règlent la formation, la distribution et la consommation des richesses ; mais si cette science, nouvelle pour lui et ignorée même de la majorité de ses contemporains, il ne l'approfondit pas alors, s'il ne fit, comme il le dit dans une de ses lettres, que « lisotter » le second volume du *Traité* de J.-B. Say, on peut être assuré que les horizons qui se découvraient

(1) P. RONCE, *F. Bastiat, sa vie, son œuvre*, p. 17.

devant lui le poussèrent à réfléchir et à éprouver les théories des économistes.

On peut affirmer en toute certitude que Frédéric Bastiat, apôtre du libre-échange, date de 1820, et que sa foi inébranlable en l'excellence de la liberté commerciale est sortie non seulement des lectures qu'il fit alors, mais encore et surtout des constatations que ces lectures l'amènèrent à faire.

On sait qu'Adam Smith, alors qu'il professait la philosophie morale à l'Université de Glasgow, passa huit ans de sa vie à contrôler par les faits les doctrines des physiocrates, recherchant la société des marchands et raisonnant avec eux les règles du commerce. Richard Cobden, avant de fonder la ligue contre la loi-céréale en Angleterre, avait travaillé dans une ferme, puis dans un comptoir, enfin dans une usine.

Frédéric Bastiat, comme le fondateur de l'économie politique et comme celui dont il devait être l'émule plus tard, allait arriver à la vérité par l'observation aussi bien que par la réflexion, par les faits aussi bien que par l'étude.

Il n'avait que 19 ans, mais il se trouvait précisément alors en présence d'un fait d'ordre économique qui occupait tous les esprits autour de lui et dont il avait d'autant plus à s'inquiéter qu'il en était lésé dans ses intérêts matériels : il assistait à la décadence du commerce de Bayonne.

Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, Bayonne avait été une place commerciale importante. Située à l'embouchure de l'Adour, que les bateaux pouvaient remonter jusqu'à Grenade, environnée d'une population de hardis marins qui allaient chercher les épices des Amériques ou pêchaient la morue sur les bancs de Terre-Neuve, elle semblait une fenêtre ouverte sur la péninsule ibérique dont elle importait les pelleteries, les laines, les métaux et les vins de liqueur, en échange de nos résines, de nos tissus ou de notre maïs. La Hollande et les villes hanséatiques mêmes voyaient ses bâtiments arriver dans leurs ports. Or, à une ère de prospérité avait succédé un état de langueur d'abord, de dépression ensuite. En 1820, il y avait déjà nombre d'années que l'on constatait la diminution progressive des importations et exportations de Bayonne ; il n'y avait pas jusqu'à la population de la ville qui n'eût également décru, étant descendue de 16.000 habitants à 13.000 environ. L'état agité de l'Europe, à l'aube du XIX^e siècle, les grandes guerres continentales, l'insurrection des colonies espagnoles en Amérique expliquaient dans une certaine mesure la situation fâcheuse du commerce bayonnais ; mais il apparaissait néanmoins que ces causes passagères disparues, on ne pouvait s'attendre à aucune amélioration, étant donnée la politique économique suivie par notre Gouvernement. Avec des entraves à la circulation, des entraves à l'importation, des entraves à l'exportation

même, quelles entreprises étaient possibles ? Et cette vision de l'avenir était d'autant plus décourageante qu'il existait encore des témoins de l'époque où la franchise du port avait donné au commerce un élan prodigieux.

L'établissement des ports francs remontait à l'administration de Colbert, qui en avait doté Marseille, Bayonne et Dunkerque. Il avait voulu créer, sur quelques points bien appropriés du territoire, des marchés en possession de toutes les facilités nécessaires pour attirer les marchandises étrangères utiles à nos fabriques et pour donner de nouveaux moyens d'écoulement à nos propres produits. Il avait pensé que les ports francs feraient en quelque sorte l'office de foires permanentes ouvertes à toutes les nations et à toutes les industries.

La situation géographique expliquait les privilèges dont avaient joui ces ports. Bayonne, à cheval sur le golfe de Gascogne et sur le principal passage des Pyrénées, était le centre le plus important de nos échanges avec l'Espagne.

Les espérances de Colbert ne furent point trompées : les ports francs qu'il avait créés virent bientôt les capitaux affluer, et, sous cette action toujours féconde, leur commerce et leur marine grandirent rapidement ; et Bayonne, en particulier, connut de longues années de prospérité.

Bayonne fut à nouveau l'un des trois ports francs dont

l'établissement fut stipulé par le traité de commerce entre la France et l'Amérique du 6 février 1778. Lorsque des lettres-patentes de juillet 1784 renouvelèrent la franchise accordée à ce port, les effets bienfaisants d'une telle mesure se firent à nouveau sentir.

Le tonnage des bâtiments, tant à l'entrée qu'à la sortie du port, augmenta en peu de temps de 40 p. %. Quant au commerce par terre, il s'accrut dans des proportions encore plus considérables.

« En 1779, on envoya 25.000 ballots qui exigèrent un surcroît de 9.000 mulets de transport. Les valeurs en piastres importées annuellement s'élevèrent de 2 millions de francs à 30 millions. Dans l'espace de 6 ans, la population, le prix des immeubles et celui des salaires des ouvriers haussèrent de près d'un tiers. Jamais on ne vit un débit aussi considérable de marchandises nationales avec moins de délits de fraude, ni un rayon aussi étendu d'industrie et de prospérité locales ». (1)

Mais, en 1820, les choses étaient bien changées ; la maison de commerce à laquelle appartenait Bastiat déclinait, en même temps que le commerce de Bayonne et de toute la région. Un avenir peu favorable semblait réservé aux affaires.

Frédéric Bastiat n'avait qu'à écouter les doléances de ses concitoyens, il n'avait qu'à parcourir les rives et les

(1) Nouvelle chronique de la ville de Bayonne, par un Bayonnais (1827).

quais de l'Adour, il n'avait qu'à passer devant les magasins que n'emplissaient plus comme jadis les ballots et les caisses, pour se convaincre qu'en matière de liberté commerciale, les théories d'Adam Smith et de J.-B. Say se trouvaient d'accord avec les faits.

Dès 1820, le libre-échange fut donc pour lui une vérité scientifique démontrée ; c'était la vérité à la diffusion de laquelle, dans la maturité de son âge, il devait consacrer toutes ses forces intellectuelles et physiques ; c'était celle qu'en 1829, il voulait déjà propager, lorsque fixé à Murgon, il confiait à son ami Calmète son projet « *de se faire imprimer tout vif* » et de publier quelques réflexions sur le système prohibitif.

Vers cette époque, la maison Bastiat-Monclar se trouva engagée dans un procès des plus importants. Plusieurs milliers de balles de coton qu'elle avait envoyées à Santander et à Bilbao, ayant été brûlées au cours de troubles suscités par l'occupation du territoire espagnol, un différend s'était élevé avec l'entrepreneur de transports, et il avait fallu porter l'affaire devant les tribunaux.

Frédéric Bastiat fut chargé, à cette occasion, de rédiger plusieurs mémoires justificatifs. Ce fut une tâche dont il s'acquitta à l'entière satisfaction des siens. Mais ce fut à peu près à cela que se réduisit le concours utile qu'il donna à la maison. Il devint de plus en plus évident qu'il ferait un mauvais commerçant, et les années s'écoulèrent dès lors, sans que son goût pour le commerce se déve-

loppât. Peut-être à un moment de prospérité en eût-il été autrement ?

Quoiqu'il en soit, vers la fin de 1824, il jugea inutile de pousser plus loin une expérience aussi peu féconde en résultats. Il décida qu'il retournerait à l'étude solitaire vers laquelle il se sentait attiré par une force irrésistible et qui lui semblait la seule voie qu'il dût suivre.

Il alla s'établir dans les Landes, à Mugron. Il y était à peine arrivé que la mort de son grand-père le mit en possession d'une maison et d'une terre.

Installé là, il eut la bonne fortune de rencontrer une intelligence émule de la sienne. Fils d'un médecin, Félix Coudroy s'était destiné au barreau. Après avoir étudié à l'école de droit de Toulouse, puis à celle de Paris, il était revenu à Mugron. Il aurait pu être, par son talent et sa science, un avocat renommé, mais la maladie le condamna très jeune à l'isolement.

Bastiat et lui passaient presque toutes leurs journées ensemble, se réunissant soit pour causer, soit pour lire. Souvent aussi, ils se promenaient en discutant, comme deux péripatéticiens.

« L'économie politique, dit Bastiat, dans une de ses lettres, n'était qu'une pierre de l'édifice social que nous cherchions à construire dans notre esprit, et nous disions : il est utile, il est heureux, que des génies patients et infatigables se soient attachés, comme Say, à observer,

classer, et exposer, dans un ordre méthodique, tous les faits qui composent cette belle science. Désormais, l'intelligence peut poser le pied sur cette base inébranlable, pour s'élever à de nouveaux horizons. » (1)

Durant plusieurs années, ce fut une collaboration incessante entre Frédéric Bastiat et Coudroy ; elle fut si étroite et si intime qu'on a pu se demander quelle est, dans l'œuvre de Bastiat, la part de Félix Coudroy. Il ne faut pas oublier, en effet, que si les premiers « Sophismes économiques » ne furent publiés qu'en 1844, ils furent écrits pour la plupart à Mugron de 1830 à 1840. Et c'est ainsi que, dans ses cahiers, Bastiat accumula notes sur notes, fragments sur fragments, des réflexions sur la liberté des échanges, sur la perfectibilité de l'homme, sur quelques passages de J.-B. Say, etc., des ébauches que, pour la plupart, il reprendra dans la suite et qui sont la base même de son œuvre.

Mais malgré la réalisation partielle de ses vœux, Frédéric Bastiat avait un esprit trop débordant d'activité pour se désintéresser de tout ce qui n'était pas objet de pure spéculation. Ses études, jointes à la pratique des affaires qu'il avait entrevue, faisaient fermenter en son esprit les idées auxquelles il devait consacrer sa période d'activité.

Il s'intéresse au commencement de réforme douanière

(1) P. RONCE, *F. Bastiat, sa vie, son œuvre*, p. 39.

inaugurée en Angleterre par Hutkisson : « L'Angleterre, dit-il, qui marche toujours à la tête de la civilisation européenne, donne aujourd'hui un grand exemple en renonçant graduellement au système qui l'entrave. En France, le commerce est éclairé, mais les propriétaires le sont peu et les manufacturiers travaillent aussi vigoureusement pour retenir le monopole (1). »

Déjà, il exprime l'espérance que : « le besoin et l'intérêt finiront par faire ce que la raison ne peut encore effectuer (2). » Il prend soin d'enregistrer « qu'il est enfin convenu que la prospérité de la Grande-Bretagne n'est pas le produit du système qu'elle a suivi, mais de beaucoup d'autres causes, et que si, en Angleterre, le système de prohibition et la prospérité ont bien des rapports de coexistence, de contiguïté, ils n'en ont pas de génération. L'Angleterre a prospéré, non à cause, mais malgré un milliard d'impôts.

Bastiat suivait de très près la politique qui se faisait alors en France, et tout en poursuivant certains essais agricoles, il n'en continuait pas moins à s'intéresser aux études économiques. Nous venons de voir qu'en mars 1829 il annonçait dans une de ses lettres à Calmète, son ami d'enfance, qu'il allait faire imprimer un travail dans lequel il avait « accumulé les plus lourds raisonnements sur la plus lourde des questions ».

(1) F. BASTIAT, *Œuvres complètes*, vol. 1, p. 17.

(2) *Ibid.*

Il traitait du régime prohibitif. Cet écrit ne parut pas, mais on voit par quelles longues préparations, par quelle continuité de pensée, par quel constant travail d'assemblage et d'assimilation de matériaux, Bastiat s'était armé pour le jour où il entrerait en lutte. La besogne qu'il devait accomplir en six années fut considérable ; mais elle est le produit d'une gestation de vingt ans.

C'est au milieu de ces travaux que la Révolution de Juillet le surprit. Il se jeta dans la mêlée et prit parti pour le nouveau Gouvernement avec une ardeur extraordinaire.

Il écrit à Coudroy, le 4 août 1830 : « Cette révolution est un spectacle admirable pour qui sait voir, et je n'eusse été qu'à demi de la secte écossaise, j'en serais doublement aujourd'hui ». (1)

On voit par ces mots, qu'il ne séparait pas l'économie politique de la politique, et qu'il rattachait les idées libérales aux doctrines professées par Adam Smith et les économistes.

(1) F. BASTIAT, *Œuvres complètes*, p. 21

CHAPITRE III

Premiers écrits.

Réflexions sur les pétitions des ports. — Le fisc et la vigne. — Mémoire sur la question vinicole. — De l'influence des tarifs français et anglais sur l'avenir des deux peuples. — Les sophismes économiques. — Cobden et la ligue.

Le peu de temps que Bastiat avait passé dans la maison de commerce de son oncle, lui avait permis de recueillir des indications précieuses sur les résultats comparatifs de la protection et du libre-échange. A Mugron, dans cette partie des Landes, située à gauche de l'Adour, qu'on appelle la Chalosse, pays fertile en vignobles, il était bien placé pour continuer, par l'observation, son éducation économique : le régime douanier de la Restauration avait porté un coup funeste à la prospérité de cette contrée.

En 1834, une pétition fut organisée par le commerce de Lyon et par les grands ports de Bordeaux et du Havre, pour obtenir une modification des tarifs de douane.

Mais, soit qu'ils eussent la crainte de ne rien obtenir s'ils alarmaient trop d'intérêts en demandant tout d'un seul coup, soit qu'eux-mêmes ne fussent pas sans partager dans une certaine mesure les idées économiques du temps, les pétitionnaires se gardaient bien d'aller jusqu'à réclamer le libre-échange intégral. Ils proposaient de diviser les marchandises en quatre classes : la première et la deuxième comprenant les objets d'alimentation et les matières premières « vierges encore de tout travail humain », qui, en principe, devaient ne pas être imposées ; la troisième renfermant les objets qui ont reçu une préparation et qu'il convient de charger de quelques droits, la protection commençant avec le travail national. Enfin, la quatrième aurait embrassé les objets perfectionnés qui ne peuvent servir au travail national et qui sont les plus imposables.

Les pétitionnaires pouvaient croire que leur système marquait un grand progrès sur celui qui était alors en vigueur et surtout qu'en ménageant le travail national, ils réduiraient les opposants.

Bastiat publia aussitôt ses « Réflexions sur les pétitions de Bordeaux, etc. ». Il applaudit aux efforts des pétitionnaires, parce que « comme toutes les libertés, la li-

berté commerciale ne s'introduira dans les lois qu'après avoir pris possession de tous les esprits ».

Mais il remarque qu'on réclame la liberté en s'appuyant sur les doctrines du monopole, et en s'élevant, « au nom de l'agriculture », contre les projets des pétitionnaires, il combat, non pas les prémices libérales, mais les conclusions exclusives. Il ne défend pas « la protection qu'on attaque, mais il attaque la protection qu'on défend ».

On veut retirer la protection aux matières premières, c'est-à-dire à l'industrie agricole et la continuer à l'industrie manufacturière. Il veut, lui, la liberté pour tous. Il met en évidence que l'agriculture doit de bien vendre au monopole qu'elle exerce, et de mal acheter au monopole qu'elle subit. Si donc on la livre à la concurrence universelle sans y soumettre les fabricants, elle est lésée dans ses ventes sans être soulagée dans ses achats, tandis que c'est le contraire qui se produit pour les manufacturiers.

On veut limiter la protection du travail, mais qu'est-ce donc que les matières premières ? Le blé, la farine, les bestiaux, le sel, le fer, le plomb, la houille, la laine, sont des produits du travail. La nature en crée les éléments, mais c'est le travail seul qui en fait la valeur. L'homme ne crée rien, pas plus le cultivateur que le manufacturier. Le premier, par son travail et ses avances, transforme en laine des objets qui n'y ressemblaient pas ; et le se-

cond fait de même pour transformer cette laine en drap. Les véritables matières premières sont l'air, l'eau, la chaleur, la lumière, etc., que le travail convertit successivement en fourrages, en laines, en tissus, en vêtements. Le travail commence au premier coup de char-rue pour finir au dernier coup d'aiguille.

Certainement, dit Bastiat, il est avantageux au développement des manufactures que les matières premières soient abondantes. Mais il est inique de vouloir que l'abondance et le bon marché de ces matières soient le résultat de la liberté, et que la rareté comme la cherté des produits manufacturés soient dues au monopole.

Les pétitionnaires se piquent d'être non des théoriciens, mais des hommes pratiques. Le système qu'ils proposent se résume en ceci, que les agriculteurs vendront les matières premières au prix de la concurrence et les rachèteront au prix du monopole. Les agriculteurs travaillent-ils dans des circonstances plus défavorables que les étrangers ? Tant pis pour eux ! Au nom de la liberté on les condamne. Les fabricants sont-ils plus malhabiles que les étrangers ? Tant pis encore pour les agriculteurs. Au nom du privilège on les condamne toujours. Avec les agriculteurs, c'est le public que l'on condamne.

Il est avantageux pour celui-ci que les matières premières soient mises en œuvre sur le lieu de production, afin d'éviter les frais de transport, etc. Mais les pétition-

naires voient, dans le transport des matières brutes, un moyen de mettre en œuvre nos forces navales, et nous, consommateurs, nous paierons ces frais inutiles. Et Bastiat conclut qu'il ne peut découvrir une objection au système prohibitif qui ne s'applique aussi justement au système « pratique » qu'on lui oppose.

Habitant une région vinicole pour laquelle l'exportation des vins avait la plus grande importance, Bastiat ne pouvait manquer de se préoccuper de tout ce qui avait une répercussion sur cette industrie, qu'il s'agit de modifications au régime des boissons, de traités de commerce ou d'impôt foncier.

Son mémoire : « Lefisc et la vigne » est de janvier 1841.

Celui sur la « Question vinicole » est de janvier 1843. Il y recherche l'influence exercée sur les souffrances de la région par l'impôt indirect, l'octroi et la douane « triple ceinture de droits répulsifs » que rencontrent les vins selon qu'ils cherchent des débouchés dans les villes, dans la circulation nationale ou dans le commerce extérieur. Il montre que c'est à l'atteinte portée à la propriété par le régime prohibitif et l'exagération de l'impôt, à l'encombrement créé par les obstacles qui obstruent nos débouchés extérieurs et intérieurs, qu'il faut attribuer la disparition des maisons de commerce qui, à Bayonne, se livraient à l'exportation des vins et eaux-de-vie dans toute l'Europe septentrionale, ainsi que la disparition de la navigation intérieure, et celle des spécula-

tions et des placements sur une marchandise qui, s'améliorant en vieillissant, acquiert de la valeur par le temps « véritable caisse d'épargne de nos pères ».

L'impôt indirect gêne la circulation générale des vins. L'octroi les repousse des grands centres de consommation. Enfin le régime protecteur est une dernière cause de décadence.

Dans son principe, la douane est un impôt indirect, un « grand octroi national » ; comme tel il doit atteindre tout, mais modérément. Mais le but des mesures douanières n'est pas la fiscalité, c'est la protection. On croit qu'en développant ou en créant une industrie on augmente le travail et par conséquent la richesse nationale, et que le meilleur moyen de faire naître un produit au dedans, c'est de l'empêcher de venir du dehors.

En réalité, on ne peut décréter une adjonction aux éléments de production. Si on le tente, on ne fait que modifier artificiellement la direction du travail ; on le dévoie et on le met aux prises avec les obstacles supérieurs. Le résultat du régime prohibitif est qu'en Angleterre, le développement de l'industrie manufacturière n'empêche pas la détresse de la population des ateliers, et qu'en France, où le climat devrait faire jaillir partout d'inépuisables sources de richesses, c'est la population vinicole qui souffre de la même détresse. L'unique cause, c'est que le régime prohibitif les empêche d'échanger leurs richesses.

Aussi Bastiat salue-t-il le commencement de réaction en faveur des idées libérales qui, « avant d'avoir rallié les forces de l'opinion publique », ont pénétré dans la sphère du pouvoir avec Huskisson et Duchatel. Les unions douanières, les traités de commerce sont autant de pas vers la « Sainte-Alliance des peuples ».

Il revient sur les résultats que l'industrie vinicole pourrait tirer du mouvement si elle s'organisait en vue d'obtenir la substitution d'un droit graduel au droit uniforme. Ce serait un avantage considérable pour les vins ordinaires, une masse de consommateurs conquis pour nos produits, une cause de développement pour nos vignobles, notre marine marchande et nos villes de commerce. Ce serait enfin l'acheminement vers l'établissement général du droit *ad valorem* « le seul juste, le seul équitable, le seul conforme au vrai principe de la science ».

Ce mémoire académique montre combien, dans la retraite, l'observation, l'étude et la méditation fortifiaient Bastiat dans ses opinions.

Après avoir étudié, dans les mémoires dont nous venons de parler, l'influence des mesures fiscales et douanières sur l'industrie vinicole, Bastiat compléta, en 1844, cette sorte de monographie par un travail sur « La répartition et la contribution foncière dans le département des Landes ». C'est un exposé lumineux de la situation du département. Il constate la décadence de toute la région vinicole. Et la cause de cette décadence, se demande-

t-il ? c'est que les populations ont été « dépouillées de la liberté d'échanger, la plus immédiatement utile à l'homme après la liberté de travailler ». La législation nous tue ! s'écrie Bastiat. Les manufacturiers nous disent : vous n'achèterez qu'à nous et à notre prix ; le fisc : vous ne vendrez qu'après que j'aurai pris la moitié de votre produit.

La péroration est émouvante : « Vous vous proclamez conservateurs. Vous vous opposez à ce que le droit électoral pénètre jusqu'aux dernières couches sociales. Mais alors, soyez donc les tuteurs intègres de ces hommes frappés d'interdiction. Vous ne voulez ni stipuler loyalement pour eux, ni qu'ils stipulent légalement pour eux-mêmes, ni qu'ils s'insurgent contre ce qui les blesse ; que voulez-vous donc ? Il n'y a qu'un terme possible à leurs souffrances, et ce terme, les tables de mortalité le laissent assez entrevoir. »

Toutefois, jusqu'à ce moment, Bastiat ne s'était guère occupé d'économie politique qu'en amateur. Il se plaisait à observer ce qui se passait autour de lui pour en faire part à un cercle assez restreint de lecteurs, et défendre des opinions profondément ancrées chez lui.

La circonstance fortuite qui donna à la destinée de Bastiat sa direction définitive est connue.

Il y avait à Mugron un cercle ; on y faisait beaucoup d'esprit ; « deux langues y suffisaient à peine », dit Bastiat. On y faisait aussi de la politique et, suivant le goût du

temps, on y affichait une haine profonde contre l'Angleterre. Bastiat, porté vers les idées anglaises, avait souvent des discussions à soutenir contre les anglophobes (1). Un jour, le plus déterminé d'entre eux, lui tend un des deux journaux que recevait le cercle : « Voyez, lui dit-il, comment vos amis nous traitent ! » Ce qui motivait cette indignation, c'était la traduction d'un discours de Robert Peel à la Chambre des Communes. Il se terminait par ces mots : « Si nous adoptions ce parti, nous tomberions, comme la France, au dernier rang des nations. »

Il parut étrange à Bastiat que le premier ministre britannique eût de la France cette opinion, et, plus encore, qu'il lui jetât cette injure en pleine Chambre. Voulant vérifier la citation, il se fit aussitôt abonner au journal anglais *The Globe and Traveller*, en demandant qu'on lui envoyât les numéros du mois écoulé. Quelques jours après, les journaux arrivaient à Mugron, apportant le texte du discours. Les mots malencontreux « comme la France » n'y étaient pas. (2)

La lecture du *Globe* fit faire à Bastiat une autre découverte bien plus importante. Elle lui révéla que la presse française laissait le public dans l'ignorance de l'agitation économique qui se poursuivait dans tout le Royaume-Uni. La ligue pour la liberté du commerce était en train de bouleverser la vieille législation.

(1) R. DE FONTENAY, *Notice sur la vie de Bastiat*.

(2) *Ibid.*

C'est sous l'émotion de cette découverte qu'il écrivit un article : « De l'influence des tarifs français et anglais sur l'avenir des deux peuples ». Cette étude dépassait le cadre d'une question locale. Elle ne pouvait avoir d'utilité qu'à la condition d'avoir un retentissement général.

L'article parut dans le numéro d'octobre 1844 du *Journal des Economistes* et obtint un succès complet. Tout le monde en admira l'argumentation serrée et incisive, le style sobre et élégant. Le *Journal des Economistes* demanda de nouveaux articles à ce débutant, et plusieurs membres de la Société d'économie politique, notamment Horace Say et Michel Chevalier, lui adressèrent leurs félicitations, en l'engageant à poursuivre avec eux l'œuvre de la propagande des vérités économiques.

Frédéric Bastiat sortait de l'ombre. Dans le *Journal des Economistes*, il s'adressait à des hommes versés d'avance dans la question qu'il abordait, et, malheureusement, prévenus d'avance de la justesse des arguments.

L'article était un peu touffu. Il se bornait sur beaucoup de points à des indications dont le développement eût suffi à donner la matière d'un article, et qui, ne tenant pas intimement au sujet principal, auraient pu être élagués.

Le champ ouvert aux investigations par cette question : « La France s'engage davantage chaque année dans le régime protecteur ; l'Angleterre s'avance de session en session vers le régime de la liberté du commerce ; quelles

sont pour les deux nations les conséquences de deux politiques si opposées ? » était assez vaste pour qu'il n'y eût pas besoin de l'étendre encore.

« La protection a pour objet d'assurer des consommateurs à l'industrie nationale. » C'était la propre définition que donnait M. de Saint-Criq, ministre du commerce, lorsqu'il disait : « Les gouvernants ne pouvant disposer que des consommateurs soumis à leurs lois, ce sont ceux-là qu'ils s'efforcent de réserver au travail de leurs producteurs. » La déclaration est brutale ; elle a du moins le mérite de la netteté.

Le producteur n'a pas à tenir compte des goûts et des ressources du consommateur. Il fabrique ce qu'il veut, comme il veut, que ce soit bon ou mauvais ; le consommateur a une fonction sociale ou un devoir : consommer. C'est tout un système en deux lignes. Bastiat est donc pleinement fondé à dire que, dans ces questions, « on oublie le public ou on ne s'en souvient que pour en disposer et le réserver comme une proie au producteur ».

Le monopole a tout envahi. Sans doute la protection, dont l'injustice est évidente quand elle est le privilège de quelques-uns, devient illusoire quand elle s'exerce par tous sur tous. Mais alors, chacun fermant les yeux sur les monopoles qu'il subit pour conserver celui dont il jouit, le système entier jette dans tous les esprits des racines profondes.

Bastiat constate, du reste, que l'opinion publique n'est

pas favorable à la liberté du commerce. La cause en est que l'industrie n'a pas cherché à opposer la théorie de la restriction à celle de la liberté, certaine d'avance d'être battue sur le terrain des principes. Pour repousser les traités de commerce et les unions douanières, pour prolonger son existence, le privilège a opéré une diversion. Il a irrité les peuples les uns contre les autres et rendu une conflagration générale toujours imminente. Il a porté toute son activité, toutes ses forces, toute son influence du côté des haines nationales.

C'est pitié, expliquait encore Bastiat, de voir comme nos industriels abusent de notre crédulité. S'agit-il pour eux d'obtenir des médailles, des primes d'encouragement ou simplement de recruter des actionnaires, ils ne savent que vanter l'excellence et la perfection de leurs machines. Mais écoutez-les quand on parle protection : ils se font petits, malhabiles et presque inintelligents. Ils excipent de leur prétendu état d'infériorité pour réclamer des droits protecteurs et, grâce au monopole qu'ils réussissent à se faire octroyer, la France va à la rareté et à la cherté.

Pendant ce temps l'Angleterre va à l'abondance et à la richesse, car elle diminue les taxes afin que tous les produits affluent chez elle, afin que le peuple vive mieux, qu'il ait plus de travail, qu'il consomme davantage, et qu'il prépare ainsi pour l'avenir un aliment au revenu public. Elle aura donc bientôt la main-d'œuvre à bon

marché ; ses produits partout évinceront les nôtres, et, devant nos ouvriers sans travail qui retrancheront sur leur consommation déjà si restreinte, notre Gouvernement, pour trouver des débouchés, nous entraînera dans une politique de conquêtes lointaines, dans des guerres qui augmenteront la dette et nous chargeront d'impôts.

« J'appelle l'attention de mon pays, disait Bastiat en finissant, sur une situation qui me paraît ne pas le préoccuper assez. Le système prohibitif est mauvais, c'est ma conviction. Cependant, tant qu'il a été général, il enfantait partout des maux absolus sans altérer profondément la grandeur et la puissance relative des peuples. L'affranchissement commercial d'une des nations les plus avancées du globe, nous place au commencement d'une ère toute nouvelle. Il ne se peut pas que ce grand fait ne bouleverse toutes les conditions du travail au sein de notre patrie ; et si j'ai osé essayer de décrire les changements qu'il semble préparer, c'est que l'indifférence du public à cet égard me paraît aussi dangereuse qu'explicable. »

Bientôt, à la suite de la publication de cet article, les félicitations arrivèrent à Mugron, venant de Dunoyer, d'Hippolyte Passy, de Say, etc. ; et elles avaient d'autant plus de prix pour Bastiat qu'on lui demandait s'il n'avait pas d'autres articles à donner.

Pour répondre aux encouragements qui lui avaient été adressés, Bastiat conçut un projet original. On avait fait,

lui semblait-il, de l'économie politique une science pleine de mystère. Certains auteurs avaient même pris à tâche de revêtir d'apparences rigoureusement scientifiques des raisonnements faux et de prendre, sans un instant d'incertitude, le contre-pied de tout ce que l'expérience et l'observation des faits établissaient.

L'économie politique apparaissait à la grande masse du public comme aussi abstraite que l'algèbre. D'une science d'observation, étudiant les faits et en recherchant les causes ou en déduisant les conséquences, on avait voulu faire une science de formules à la stricte observation desquelles était lié le développement de la richesse et de la prospérité publique.

Bastiat entreprit de relever, sinon toutes, du moins les plus grosses de ces erreurs et, en se gardant soigneusement de l'appareil scientifique, de tirer des formules leurs conséquences logiques, afin de rendre sensible pour tous les esprits l'absurdité des principes que l'on voulait présenter comme incontestables et de les tuer sous le ridicule. C'est de cette pensée que sont issus les *Sophismes économiques* auxquels, du témoignage même de Bastiat, Coudroy collabora. Ils furent publiés tout d'abord dans le *Journal des Economistes*, dans le courant de 1845, puis réunis en brochure vers la fin de la même année.

Bastiat s'est excusé de l'absence de plan de l'ouvrage. Le seul lien qui en unit toutes les parties, c'est qu'elles ont trait au régime restrictif. « Attaquer un à un tant de

sophismes incohérents, qui quelquefois se choquent et plus souvent rentrent les uns dans les autres, dit-il, c'est se condamner à une lutte désordonnée, capricieuse, et s'exposer à de perpétuelles redites. »

Il cherche à se justifier de n'avoir pas donné un traité. Un ouvrage de cette nature a « une supériorité incontestable, mais à une condition, c'est d'être lu, médité, approfondi. Il ne s'adresse qu'à un public d'élite... La réfutation des préjugés vulgaires n'aspire qu'à désencombrer la route ».

La première série des *Sophismes économiques* parut, nous avons dit, à la fin de 1845. Bien qu'elle ne se composât pas entièrement d'articles inédits, elle eut un très grand succès.

Elle comprenait d'abord *Abondance et disette, Obstacle et cause, Effort et résultat, Balance du commerce*, etc., chapitres qui, plus tard, devaient être repris, travaillés à nouveau et incorporés dans les *Harmonies*, et qui étaient dans ce que Bastiat appelait le genre *Seria*.

Quant au genre *Buffa*, il était représenté par trois ou quatre morceaux de fine et spirituelle ironie.

L'ignorance en matière économique était telle, vers 1845, que quelqu'un avait pu discuter sérieusement la question de savoir si le chemin de fer de Paris en Espagne ne devait pas avoir une solution de continuité à Bordeaux, afin que voyageurs et marchandises, forcés de s'arrêter dans cette ville, y laissassent des profits aux

hôtelières, commissionnaires et consignataires. Et Bastiat demande : Pourquoi Bordeaux et pas Angoulême, Poitiers, Tours ? Et si Angoulême, Poitiers, Tours, pourquoi pas Ruffec, Chatellerault, etc. Pourquoi ne construirait-on pas un chemin de fer négatif ?

J'ai fait une immense découverte, écrivait encore Bastiat. Nous allons construire une voie ferrée qui reliera Paris à Bruxelles et qui nous permettra d'avoir à 5 francs meilleur marché tel produit belge. Pourquoi dépenser deux cents millions dans un chemin de fer quand nous pouvons arriver au même résultat en réduisant de 5 francs la taxe douanière ?

S'agit-il de mettre le producteur à l'abri de la concurrence extérieure, de « réserver le marché national au travail national », Bastiat présente la « Pétition des fabricants de chandelles, bougies, lampes, chandeliers, réverbères, mouchettes, éteignoirs, et des producteurs de suif, huile, résine, alcool, et généralement de tout ce qui concerne l'éclairage ».

Messieurs, disaient aux députés ces braves commerçants, nous subissons l'intolérable concurrence d'un rival étranger que nous soupçonnons d'autant plus sûrement de nous être suscité par la perfide Albion qu'il a, pour cette île orgueilleuse, des ménagements dont il se dispense envers nous. Ce rival n'est autre que le soleil.

« Nous vous demandons qu'il vous plaise de faire une loi qui ordonne la fermeture de toutes fenêtres, lucarnes,

abat-jour, contrevents, volets, rideaux, vasistas, œils-de-bœuf, stores, en un mot de toutes ouvertures, trous, fentes et fissures par lesquels la lumière du soleil a coutume de pénétrer dans les maisons, au préjudice des belles industries dont nous nous flattons d'avoir doté le pays, qui ne saurait sans ingratitude nous abandonner aujourd'hui à une lutte aussi inégale. »

Et suit l'énumération de toutes ces industries, depuis l'élevage du bœuf, la culture du colza et du pain, jusqu'à la fabrique d'articles de Paris.

Ils n'ont pas de peine à démontrer avec un impertubable sérieux que ce sera un inappréciable encouragement pour toute l'industrie et aussi pour l'agriculture, pour l'élevage des bestiaux, pour la multiplication des prairies artificielles, et qu'il n'y a pas un Français dont, de proche en proche, le succès de leur demande n'améliore la condition.

Signale-t-on le danger qui résulte de l'excédent des importations sur les exportations, et réclame-t-on, pour rétablir « la balance du commerce », une protection plus efficace du travail national, Bastiat répond en ouvrant les livres de commerce d'un négociant. Dans une première affaire, il exporte 200 000 francs de marchandises. Avec les frais et un bénéfice de 40.000 francs pour le vendeur, cette cargaison produit 320.000 francs qu'il convertit en coton. Avec les frais, cette cargaison vaut, à l'entrée en France, 352.000 francs, chiffre inscrit sur

les états de douane. Avec le bénéfice du vendeur, les cotons sont revendus 422.400 francs. Pour la douane, il y a donc 200 000 francs d'exportés et 352.000 francs d'importés, donc la balance du commerce est en déficit de 152.000 francs.

Cependant le vendeur a réalisé un bénéfice de 40.000 francs sur les produits exportés et de 70.000 sur les chargements de retour. Voilà comment la France a marché à sa ruine et donné à l'étranger 152.000 francs de son capital.

Mais voici une seconde opération du même négociant. Il a exporté une nouvelle cargaison de 200.000 francs. En route le navire a sombré. La douane a inscrit 200.000 francs aux exportations ; elle n'a rien à inscrire à l'importation. Donc il y a pour la France un profit clair et net de 200.000 francs. Et Bastiat de suggérer ce moyen pour mettre la balance du commerce en notre faveur, qu'après avoir fait passer nos capitaux en douane, nous les jetions à la mer. De cette façon « les exportations seront égales au montant de nos capitaux ; les importations seront nulles et même impossibles, et nous gagnerons tout ce que l'océan aura englouti ! ». C'est la théorie de M. de Saint-Chamans évaluant à 4 millions de livres le bénéfice produit par l'incendie des trois quarts de Londres.

Bastiat ne publia la seconde série de ses *Sophismes* qu'un peu plus tard. A côté d'articles déjà insérés dans

le *Libre-échange* ou dans le *Journal des Economistes*, tels que *La main droite et la main gauche*, *Post hoc, ergo propter hoc*, etc., on y rencontre de nouvelles variations sur des thèmes économiques connus. C'est toujours le même procédé, la même façon de présenter des vérités ou de démontrer l'absurdité des arguments protectionnistes, et cependant il semble que Bastiat ait voulu renouveler sa manière d'écrire. On trouve sous une forme dialoguée une démonstration en quatre tableaux, intitulée : *La protection et les trois échevins*. C'était aussi, on le voit, la continuation du genre *Buffa*. « Je me suis assuré, avait-il écrit à Coudroy, que la parabole et la plaisanterie ont plus de succès et opèrent plus que les meilleurs traités. »

Bastiat cherchait à convaincre le plus grand nombre, c'est-à-dire à être lu du plus grand nombre, et il flattait le goût plus ou moins pur de ses lecteurs. Cependant, ce qui fait précisément son originalité, c'est qu'il décrivait les phénomènes économiques dans une langue que tout homme, si peu initié qu'il fût à la terminologie scientifique, comprenait sans difficulté. Le petit commerçant, l'artisan, l'ouvrier se rendaient parfaitement compte, par exemple, que la valeur d'un objet dépend non seulement de son utilité intrinsèque, du travail qu'il a occasionné, mais encore du milieu dans lequel il est placé, lorsqu'ils voyaient Bastiat comparer le prix du terrain à Paris et celui de la terre dans les Landes et

constater que ce qui vaut là des milliers de francs la toise carrée, se donne ici pour 3 centimes. « D'où vient la différence ? Est-elle dans les qualités intrinsèques de la terre ? Non, Messieurs, on peut faire des fossés aussi profonds et élever des murs aussi hauts chez nous qu'à Paris. Mais ici le terrain à bâtir est dans un autre milieu : il est environné d'une population nombreuse, riche, qui veut être logée. »

Ces mêmes petits commerçants, ces mêmes artisans, ces mêmes ouvriers, pouvaient pénétrer le cœur même de la doctrine libre-échangiste, quand, dans ses variétés, Bastiat mettait en scène des gens comme eux, les faisait parler, leur répondait, s'ingéniant à dire des choses simples sur un ton simple.

De l'avis de M. de Molinari les *Sophismes* demeurent l'œuvre maîtresse de Bastiat. « Gracieuses satires qu'aucun fiel n'envenime, a dit M. Frédéric Passy, gracieuses satires dont un lucide bon sens est tout l'esprit ; esprit le plus sûr et le plus fin de tous parce qu'il procède de l'observation et de l'analyse, le plus solide et le plus constamment goûté, parce qu'il n'est que l'art de mettre dans tout son jour le fond naturel et durable des choses. »

Aussitôt instruit par le *Globe and Traveller* auquel il s'était abonné dans les circonstances que nous connaissons, de l'existence de l'*Anti-corn-Law-league*, Bastiat se crut en présence d'un devoir à remplir. Il existait, de

l'autre côté de la Manche, un parti qui avait soulevé un mouvement formidable en faveur de la liberté commerciale et qui allait devenir le parti national de la Grande-Bretagne. Cela semblait ignoré en France. Ce serait donc lui, Bastiat, qui révélerait à ses concitoyens l'approche d'une révolution en Angleterre. Il avait ainsi conçu la pensée de révéler au public français ce mouvement en faveur de la liberté du commerce dont la presse française ne parlait pas, non pas par parti-pris et dans l'intention d'organiser la conspiration du silence, mais parce que, à tort du reste, elle ne voyait dans la question qu'une affaire toute spéciale à l'Angleterre.

Dès que son article sur les tarifs anglais et français eût paru dans le *Journal des Economistes*, Bastiat écrivit à Richard Cobden, le 24 novembre 1844, pour l'informer qu'il avait traduit les séances de *Drury-Lane* et de *Covent-Garden* et qu'il allait livrer cette traduction à la publicité. « J'en attends de bons effets », ajoutait-il.

Selon Bastiat, cette œuvre devait avoir l'avantage de faire voir comment on combat l'esprit de parti dans sa racine, elle montrerait « la théorie des débouchés exposée non point méthodiquement, mais sous des formes populaires et saisissantes ».

Après la publication de ses premiers articles dans le *Journal des Economistes*, Bastiat était venu à Paris pour préparer des plans de campagne, organiser une action économique en faveur du libre-échange, et hâter aussi

l'impression du livre à l'achèvement duquel tout était subordonné.

Bastiat ne perdit pas son temps à Paris, dit M. de Molinari. Il y était venu pour servir la cause de la liberté du commerce ; son activité était vraiment prodigieuse. Il donnait à la fois des lettres, des articles de polémique et des variétés au *Courrier français*, au *Commerce*, au *Journal des Débats*, sans interrompre les travaux plus étendus dont il enrichissait le *Journal des Economistes*.

« Chaque jour, il prenait à parti les champions de la protection et il leur livrait des combats à outrance. Voyait-il le matin poindre un sophisme (et Dieu sait si la denrée était rare !), dans un journal un peu accrédité, aussitôt il prenait la plume, et démolissait le sophisme avant même d'avoir songé à déjeuner. »

Pendant son séjour dans la capitale, les projets succédèrent aux projets pour y rendre définitive son installation. On l'avait chargé de préparer quelques idées pour le dîner des *Economistes* où l'on devait « agiter la question d'inviter le Gouvernement à instituer des chaires d'économie politique ».

On lui offrait la direction du *Journal des Economistes*, et il n'était pas sans apprécier fortement l'autorité que cette situation lui donnerait, la crainte qu'il pourrait inspirer « aux protectionnistes, aux réformateurs, en un mot aux ignorants de toute espèce ». Il est certain, dit-il encore, « qu'il y a ici une place à conquérir, la seule que

je pouvais ambitionner, la seule qui me convient et à qui je conviens ».

Pendant ces pourparlers l'ouvrage attendu avait enfin paru. C'est « *Cobden et la Ligue ou l'Agitation anglaise pour la liberté des échanges* ». Le livre parut à la fin de juin 1845. Il retraçait les péripéties de la lutte gigantesque que soutinrent pendant six années les adversaires des lois céréales votées en 1815, et qui établissaient un droit progressif allant d'un shilling lorsque le blé valait 73 shillings le quarter, à 20 shillings quand le blé tombait à 50 shillings ou au-dessous.

A ce droit progressif, le cabinet Whig avait proposé de substituer un droit fixe de huit shillings par quarter. Mais la Ligue fondée à Manchester, en 1838, n'acceptait pas cette transaction. Par l'organe de Cobden, elle disait dans cette même ville, en octobre 1842 : « Attachez-vous à ce principe : abrogation totale et immédiate ! N'abandonnez jamais ce cri de ralliement : abrogation totale et immédiate ! Il y en a qui pensent qu'il vaut mieux transiger. C'est une grande erreur ! »

La lutte fut portée à un degré de violence extraordinaire ; « dans un bourg, le ministre fit, sur les brochures de la Ligue, un discours violent, traitant les membres de la Ligue d'assassins, ajoutant qu'un certain Cobden avait menacé sir Robert Peel d'être assassiné s'il ne satisfaisait pas aux vœux de la Ligue ! »

L'histoire, dit Bastiat, doit un témoignage d'admiration

à l'énergie de ces sept hommes : Edward Baxter, W. A. Cunningham, Andrew Dalziel, James Howie, James Leslie, Archibald Prentice, Philip Thompson, bientôt rejoints par W. Rawson, qui se réunissaient en octobre 1838, à Manchester, avec la résolution de renverser les monopoles par les voies légales et qui, au mépris des difficultés, organisaient l'agitation et fondaient l'*Anti-corn-Law-league*.

Un formidable mouvement d'opinion ne tarda pas à se produire. Les souscriptions affluent de toutes parts ; elles donnent 200.000 francs en 1841, — 600.000 en 1842, — un million en 1843, — deux millions en 1844, dont 400.000 francs recueillis dans la seule journée du 14 novembre à Manchester. Avec ces ressources, la Ligue distribue des brochures, des pamphlets, des placards, des journaux ; elle fait inscrire des free-traders sur les listes électorales ; elle entretient douze professeurs d'économie politique ; elle fait entrer aux Communes Cobden, Bright, Gibson, Villiers, qui forment, entre les partis politiques, un parti décidé à ne sacrifier sa cause ni aux questions de personnes, ni aux combinaisons, ni à la stratégie des ministères et des oppositions. En dehors de leur action parlementaire, ces députés font une campagne ardente. Cobden, pour son compte, fait en deux mois quarante meetings.

Devant cette poussée grandissante l'aristocratie sort de son inertie. Elle invoque la protection de l'agriculture,

l'invasion des produits étrangers, la baisse des salaires résultant de l'abondance des subsistances, l'indépendance nationale, l'épuisement du numéraire, les débouchés coloniaux, tous les arguments ordinaires du privilège.

Rien n'y fait. La Ligue a réponse à tout. Les hommes dont elle se compose ne se lassent pas de montrer la fausseté de ces sophismes. Le cabinet Tory, dirigé par Robert Peel, entre dans la voie des réformes, il supprime les droits à l'exportation, il supprime ou abaisse les droits à l'importation sur un grand nombre d'articles ; mais il ne touche ni au privilège de l'aristocratie, ni au système colonial qui favorise les cadets.

Les choses en étaient là au moment où Bastiat présentait au public le récit de cette agitation. La Ligue n'avait donc pas encore cause gagnée. Mais ce qu'elle avait déjà obtenu fortifiait son courage. Par les ressources dont elle disposait, elle allait pouvoir augmenter, dans le prochain Parlement, le chiffre de ses adhérents et le succès définitif apparaissait non seulement comme probable mais comme prochain.

Ce qui fait l'intérêt — tout au moins l'intérêt actuel de l'ouvrage, — c'est moins la compilation des discours prononcés par les agitateurs britanniques, et ce qui concerne la Ligue, que les quatre-vingts pages d'introduction dont Bastiat a fait précéder cette traduction.

Il montre comment, pour ne pas affaiblir sa puissance,

l'aristocratie transmet intégralement les domaines seigneuriaux aux aînés mâles. Il n'y a, pour pourvoir les familles des cadets, que « l'exploitation des classes laborieuses » puisqu'elles ne peuvent se soutenir par le travail, réputé infâme. « La spoliation au dehors s'appelle guerres, conquêtes, colonies. La spoliation au dedans se nomme impôts, places, monopoles (1) ».

Dans sa double politique de spoliation intérieure et extérieure, l'oligarchie anglaise a eu une habileté merveilleuse : « Deux mots qui impliquent deux préjugés lui ont suffi pour y associer les classes mêmes qui en supportent tout le fardeau. Elle a donné au monopole le nom de protection et aux colonies celui de débouchés. »

L'existence, la prépondérance de l'oligarchie britannique, sont une plaie pour l'Angleterre, et un danger permanent pour l'Europe. C'est entre l'esprit de la civilisation et l'esprit de la féodalité qu'une lutte gigantesque est engagée. La liberté du commerce doit ravir à l'oligarchie les ressources de la spoliation. Spectacle digne d'attention, auquel cependant la France assiste avec indifférence ; et si elle en a quelque vague connaissance, ce n'est pas vers la liberté que vont les sympathies.

On lui a fait peur. Les économistes affectent de croire « que le paupérisme, le prolétariat, les souffrances des dernières classes sociales doivent être attribuées à ce

(1) BASTIAT, *Œuvres complètes*, vol. 3, p. 11.

qu'on nomme concurrence exagérée, surproduction ». Comment la misère aurait-elle pour cause la surabondance des produits ? Certes, le paupérisme en Angleterre est un fait incontestable. Mais Bastiat l'explique par « la spoliation systématique des travailleurs par les oisifs ». Dans ce pays, grevé d'une lourde dette et d'une vaste administration, l'impôt foncier est presque absent.

En 1796, sous la reine Anne, l'impôt foncier entre dans le revenu public pour.....	1.907.379 l.
L'accise pour.....	1.792.763
La douane pour.....	1.549.351
En 1841 :	
Impôt foncier.....	2.037.627
Accise.....	12.858.014
Douane.....	19.485.217

Donc l'impôt direct est resté à peu près stationnaire et, comme pendant ces cinquante ans le revenu de la terre a augmenté dans la proportion de 4 à 7, il en résulte que le domaine qui payait 20 % sur le revenu, paye moins de 3 %. Pendant la même période, les impôts de consommation ont décuplé » (1).

Comme les taxes indirectes sont uniformes au lieu d'être graduées *ad valorem*, elles frappent plus les pauvres que les riches. Le thé qui vaut 4 shillings paie, à raison de 2 shillings de droit, 50 % ; celui qui vaut 9 deniers paie 300 %.

(1) F. BASTIAT, *Œuvres complètes*, vol. 3, p. 14.

La loi céréale a pour but d'élever le prix du blé indigène, sous prétexte de protéger l'agriculture, et elle a pour effet de grossir les rentes des propriétaires du sol ; le monopole du blé, joint à ce que la protection ajoute au prix de la viande, de l'orge, de l'avoine, du foin, impose au peuple anglais une charge que Deacon Hume évalue à 36 millions sterling ou 900 millions de francs. Si l'on tient compte des effets indirects de la loi, c'est peut-être deux milliards qui sont prélevés annuellement sur le produit du travail du peuple.

On ne peut donc pas dire que le paupérisme a été suscité en Angleterre par la liberté. Il est né de la « spoliation organisée, systématique, persévérante, impitoyable ». Aussi Bastiat voit-il dans la réforme financière et douanière une question humanitaire. Il en signale l'importance pour l'Europe, car c'est un fait économique d'une grande portée que l'affranchissement du commerce et du travail dans une des nations principales. C'est à la fois un exemple des conséquences duquel on ne saurait se désintéresser, et une modification profonde des conditions du commerce général.

Avec ses idées anti-coloniales et ses rêves de paix universelle, Bastiat va encore plus loin : « En même temps que les injustes privilèges de l'aristocratie britannique, tombent évidemment et la politique qu'on a tant reprochée à l'Angleterre, et son système colonial, et ses usurpations, et ses armées, et sa marine, et sa diplomatie en

ce qu'elles ont d'oppressif et de dangereux pour l'humanité. »

En terminant, Bastiat émettait le vœu que son livre réveillât en France quelque espérance au sein de l'école des économistes. « Vingt années se sont écoulées et, bien loin que l'économie politique ait gagné du terrain, ce n'est pas assez de dire qu'elle en a perdu, on pourrait presque affirmer qu'il ne lui en reste plus, si ce n'est l'étroit espace où s'élève l'académie des sciences morales. . . . L'école économiste n'existe plus, pour ainsi dire, qu'à l'état historique, et ses livres ne sont plus consultés que comme les monuments qui racontent à notre âge les pensées d'un temps qui n'est plus. » (1)

« Cobden et la Ligue » eut, dès son apparition, le plus vif succès. Le public instruit, celui dont les suffrages comptaient le plus pour Bastiat, sut reconnaître la valeur de l'œuvre qui était soumise à son jugement. L'Institut le nomma membre correspondant.

Dans une lettre à Cobden du 2 octobre 1845, Bastiat écrivait : « Un mouvement, que je n'espérais pas, s'est manifesté dans la presse française. . . Tous les journaux de Paris, et un grand nombre des journaux de province ont rendu compte, à l'occasion de mon livre, de l'agitation contre les lois céréales. Ils n'en ont pas, il est vrai, saisi toute la portée, mais enfin l'opinion publique est

(1) F. BASTIAT, *Œuvres complètes*, vol. 3, p. 79.

éveillée. C'était le point essentiel, celui auquel j'aspirais de toute mon âme ; il s'agit maintenant de ne pas la laisser retomber dans son indifférence, et, si j'y puis quelque chose, cela n'arrivera pas. »

Presque au même moment paraissaient les *Etudes sur l'Angleterre*, de Léon Faucher, avec deux chapitres sur « l'agitation économique » et aussi les notices de Fonteyraud sur la « Ligue et les Ligueurs », dans la *Revue Britannique* et dans l'*Annuaire de l'Economie politique*.

Peu après que son ouvrage eût paru, Bastiat se rendit à Londres. En compagnie de Cobden, il visita Manchester et Liverpool, où les membres de la Ligue lui témoignèrent tous leurs encouragements. Il vit Cobden, Fox, Thompson, John Bright, etc., tous ces hommes qui se dépensaient sans compter, allant d'un meeting à un banquet, portant la bonne parole à travers tout le pays, de Londres à Manchester, de Manchester en Ecosse.

Ce voyage de Bastiat en Angleterre précède de très peu sa période de grande activité propagandiste.



CHAPITRE IV

L'action et ses résultats.

L'association bordelaise. — Bastiat à Paris. — L'association pour la liberté des échanges. — Conférences à la salle Montesquieu. — L'agitation. — Le libre-échange ; polémiques. — La disette et la suspension de l'échelle mobile. — Discours en province, Lyon, Marseille. — Effets produits par la campagne libre-échangiste en 1847. — Les adversaires. — Derniers efforts. — Révolution de 1848. — Conclusion.

Bastiat venait, par son livre, de montrer ce qui se passait de l'autre côté de la Manche ; c'était un premier point, mais pour reprendre l'expression de Cobden, il ne pouvait que se dire : « Ce n'est pas fait, ce n'est qu'à moitié fait. » Aussi pensait-il qu'il n'aurait achevé son œuvre que le jour où il aurait constitué, en France, une

association identique à l' « Anti-corn-League ». Les circonstances, une fois encore, le poussèrent à s'engager plus avant, dans la voie qui lui était réservée.

Vers la fin de 1845, la Chambre de commerce de Bordeaux entreprit de créer un mouvement en faveur d'une union douanière entre la France et la Belgique. C'était la question de la liberté commerciale soulevée sous une autre forme.

Les promoteurs de cette idée crurent devoir demander des conseils à celui qui venait d'étudier à fond l'organisation de la ligue anglaise, et Bastiat saisit aussitôt l'occasion qui s'offrait à lui.

Il commença, dans une série d'articles que publia le *Mémorial Bordelais*, par démontrer aux commerçants de Bordeaux qu'ils auraient une puissance bien plus grande en se vouant à la cause du principe, plutôt qu'à celle d'une application spéciale au traité de commerce franco-belge. Puis il se rendit à Bordeaux, afin de les mieux convaincre, car les théories protectionnistes avaient si bien fait leur chemin, même chez ceux qui en souffraient, qu'on se montrait plein de réserve.

Bastiat réussit en partie. Une association se forma dont le maire de Bordeaux, Dufour-Dubergié, accepta la présidence ; on élargit le but que les promoteurs du mouvement s'étaient proposé : l'Association devait réclamer l'abolition « le plus promptement possible » des droits protecteurs. Ainsi que le remarquait Bastiat qui aurait,

lui, souhaité arracher un vœu en faveur de l' « abrogation totale et immédiate », il eût été inutile de chercher à obtenir davantage. Mais une souscription fut ouverte et l'on pouvait prévoir que son produit serait au moins d'une centaine de mille francs.

Cette association bordelaise semblait, à l'auteur de *Cobden et la Ligue*, comme le premier anneau d'une chaîne qui allait bientôt s'étendre à travers toute la France. Certaines nouvelles lui avaient donné à croire que toute la branche considérable d'industrie qu'on nomme « Article Paris » était disposée à faire un mouvement ; il voyait déjà Paris dressé contre le protectionnisme, entraînant par son exemple les autres grandes villes, Lyon, Marseille, Le Havre, etc.

Il estima alors que son devoir était « de mettre de côté les raisons personnelles qu'il avait de rester dans son coin ». — « Soyez sûr, écrit-il à Cobden, que je fais à la cause un sacrifice qui a quelque mérite, en ce qu'il n'a rien d'apparent. »

Il arrive à Paris le 15 mars 1846 pour y former une association. Son plan de mobilisation était parfaitement arrêté. Judicieusement conseillé à ce sujet par Richard Cobden, à qui il avait fait part de ses projets, il entendait que le mouvement, qui s'était fait de bas en haut en Angleterre, se fit en France de haut en bas. « Oui, vous avez raison, écrivait-il à Cobden, je conçois que chez nous la diffusion des lumières doit procéder de haut en bas. Ins-

truire les masses est une chose impossible, puisqu'elles n'ont ni le droit, ni l'habitude, ni le goût des grandes assemblées et de la discussion publique. » Aussi, son premier soin est-il de faire des visites et de solliciter des adhésions. La tâche est difficile. Bientôt, il se sent découragé « par la difficulté, même matérielle, de faire quelque chose. A Paris, les distances sont énormes : on y perd tout son temps dans les rues et, depuis dix jours que je suis ici, écrit-il, je n'ai pas employé utilement deux heures ! » Cependant, il est « résolu à perdre deux mois à Paris », parce que des hommes « ayant tous un nom connu en France, consentent à entrer dans notre société, mais ils ne veulent pas faire les premiers pas ». Il compte sur l'effet que produirait leur adhésion pour former des associations à Marseille, à Lyon, au Havre, à Nantes.

Il espère déterminer MM. d'Harcourt, Anisson-Dupéron, Pavée de Venduvre, le duc de Broglie, parmi les pairs ; MM. de Rothschild, d'Eichthal, Vernes, Ganneron, parmi les banquiers ; Lamartine, Lamennais, Béranger, parmi les hommes de lettres. Il tient à eux, tout en étant loin de croire qu'ils aient des opinions arrêtées, et il déplore d'être obligé « de courir de l'un à l'autre, à pied, crotté jusqu'au dos, pour n'en rencontrer qu'un ou deux par jour, et n'obtenir que des réponses évasives ou dilatoires... »

« Mais, comme le dit M. de Fontenay, il n'y a rien d'actif comme ces solitaires lancés au milieu du grand monde,

rien d'intrépide comme ces natures repliées et délicates, une fois qu'elles ont mis le respect humain sous leurs pieds, rien d'irrésistible comme ces timidités devenues effrontées à force de conviction. »

Il multiplie les démarches ; il songe à fonder un journal. Le duc d'Harcourt a accepté la présidence de l'Association. Il a la promesse de plusieurs pairs et députés, de Michel Chevalier, de Blanqui, de Volowski, de Léon Faucher ; il est assuré des concours de MM. d'Eichthal, Cheuvreux, Say. Lui-même, il sera le secrétaire « appelé à supporter le poids de la besogne ».

« Comme toujours, écrit-il à Coudroy, il m'en coûte de m'enchaîner ainsi à un travail ingrat et assidu. D'un autre côté, je sens bien que je puis être utile, en m'occupant exclusivement de cette affaire. » Il a une première réunion avec des négociants et des fabricants de Paris. Il songe à aller « agiter le quartier latin » et il a vu le ministre des finances « qui a approuvé tout ce que je fais et ne demande pas mieux que de voir se former une opinion publique ».

Le 4 mai 1846, a lieu enfin une réunion qui adopte un manifeste et remet les pouvoirs exécutifs à une Commission composée du duc d'Harcourt, de Say, Dunoyer, Renouard, Blanqui, Anisson-Dupéron et de Bastiat. Celle-ci, à son tour, transmet à Bastiat l'autorité qu'elle a reçue pour se borner à un contrôle. Mais, au moment de lancer le manifeste, plusieurs membres ont exigé qu'avant tout

acte public, l'association fût autorisée. « M. Guizot a déclaré qu'il donnerait l'autorisation, et M. de Broglie a laissé entendre qu'il viendrait à nous aussitôt après. » Le Gouvernement, bien aise d'opposer un contrepoids aux exigences des protectionnistes, s'était du reste, dès le début, montré disposé à laisser faire les agitateurs, et Duchatel, ministre de l'intérieur, était allé jusqu'à dire à un représentant de l'Association bordelaise : « Soyez forts et nous vous soutiendrons. »

Malgré ces dispositions, l'autorisation se faisait attendre. Bastiat supportait mal ce retard. Il considérait de « beaux noms propres comme nécessaires » et parfois cependant, il parlait de « casser les vitres, au risque de tout dissoudre, sauf à recommencer sur un autre plan et avec d'autres personnes ». L'autorisation ne fut accordée qu'en juillet, après une lettre de Bastiat à Duchatel, qui « l'a outré », dit Bastiat, mais qui lui a arraché ce que « tant de hauts personnages poursuivaient depuis trois mois ».

Le manifeste, qui attendait depuis le 10 mai d'être publié, vit alors le jour. Dans cette *déclaration* (1), l'Association pour la liberté des échanges posait le principe : « L'échange est un droit naturel comme la propriété. Tout citoyen qui a créé ou acquis un produit doit avoir l'option ou de l'appliquer immédiatement à son usage ou

(1) Voir à la fin du vol., p. 123, la Déclaration de l'Association pour la liberté des échanges.

de le céder à quiconque, sur la surface du globe, consent à lui donner en échange l'objet de ses désirs. Le priver de cette faculté, quand il n'en fait aucun usage contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs et uniquement pour satisfaire la convenance d'un autre citoyen, c'est légitimer une spoliation, c'est blesser la loi de la justice. »

La Déclaration dénonçait les entraves à l'échange comme une violation des conditions de l'ordre, comme une méconnaissance de la pensée providentielle, comme une atteinte au développement de la prospérité publique et comme une menace pour la paix entre les peuples.

L'Association ne contestait pas le droit d'établir, sur les marchandises qui passent la frontière, des taxes « destinées aux dépenses communes, pourvu qu'elles soient déterminées par la seule considération des besoins du Trésor ». Mais dès que la taxe, perdant le caractère fiscal, a pour but de repousser le produit étranger, au détriment du fisc lui-même, afin d'exhausser artificiellement le prix du produit national similaire et de rançonner la communauté au profit d'une classe, la Protection, ou plutôt la Spoliation se manifeste ; c'est le principe que l'Association aspire à ruiner dans les esprits et à effacer de nos lois, « indépendamment de toute réciprocité et des systèmes qui prévalent ailleurs ».

Laissant aux pouvoirs de l'Etat le soin de prendre les dispositions transitoires dont elle reconnaissait la convenance, l'Association se donnait pour mission « de propa-

ger, de populariser le principe ». Quant aux moyens d'exécution, elle déclarait que « jamais elle ne les cherchera ailleurs que dans les voies constitutionnelles et légales ». Elle se plaçait en dehors des partis politiques, uniquement soucieuse d'embrasser « la cause de l'intérêt général, qui se confond partout et sous tous les aspects avec celle du public consommateur ».

On était à la veille des élections générales, en plein été. L'Association attendit des circonstances plus propices pour commencer son action. Une réunion de l'Association bordelaise eut lieu le 21 juillet. Bastiat s'y rendit. Mais il y constata qu'un revirement s'était opéré contre lui dans les esprits : « Je suis flétri du titre de radical », écrit-il, et il ajoute qu'à la séance de l'Association, « la manière dont on m'a engagé à prendre la parole, m'a engagé à refuser ».

Une première séance publique de l'Association de Paris a lieu le 28 août à la salle Montesquieu (1) sous la présidence du duc d'Harcourt, aux côtés duquel prennent place Anisson-Dupéron et Renouard, pairs de France, Ad. Blanqui et Léon Faucher, députés, Horace Say, conseiller général de la Seine, Michel Chevalier, conseiller d'Etat, Denière et Paillottet, président et vice-président du conseil des prud'hommes, Peupin, prud'homme ouvrier, et Bastiat, secrétaire général de l'Association.

(1) Première séance publique de l'Association pour la liberté des échanges, brochure in-8°, GUILLAUMIN, 1846.

L'auditoire se compose de pairs de France, de députés, de notabilités du commerce et de l'industrie, parmi lesquels bon nombre d'hommes opposés au libre échange. Le duc d'Harcourt ouvre la séance par une allocution dans laquelle il pose les principes : « Nous ne demandons qu'une seule chose, dit-il, la liberté du travail. Nous voulons que le travail soit libre dans ses éléments de production comme dans ses débouchés ; qu'il n'y ait pas de nature de travail privilégiée aux dépens et au préjudice du travail général.

Après avoir conquis toutes nos libertés depuis cinquante ans, non sans beaucoup d'efforts, celle de l'homme, celle de la pensée, celle de la presse, nous en réclamons une dernière, qui en est le complément et qui n'est pas, à nos yeux, la moins importante de toutes, puisqu'elle touche à l'universalité des intérêts : c'est la liberté des échanges. »

Il avait tenu, au cours de cette allocution, à donner satisfaction aux « esprits sages » qui avaient considéré comme utile et avantageux d'avoir l'approbation du Gouvernement et il avait affirmé que cette approbation avait été donnée pleine et entière. Il fit même donner lecture de la lettre ministérielle par Joseph Garnier. Des discours furent ensuite prononcés par Léon Faucher et Ad. Blanqui. « Encore quelques séances semblables, s'écrie le rédacteur du compte-rendu de la réunion qui, sans doute était Bastiat lui-même, et non-seulement la liberté

commerciale s'introduira dans nos lois, mais encore l'habitude de n'aspirer aux réformes qu'après y avoir préparé l'opinion, passera dans nos mœurs, immense conquête que le pays devra à la Société du Libre-Echange. »

Vers la fin de septembre, Marseille s'était prononcée. « Ils sont déjà plus riches que nous. J'espère bien qu'ils nous aideront au moins pour le journal », écrit Bastiat à Cobden. Bruxelles a formé une association libre-échangiste qui a déjà son organe. A leur tour, les protectionnistes en fondent une : « c'est ce qui pouvait nous arriver de plus heureux, car nous avons bien besoin de stimulants ». On parle encore d'en former une autre pour le libre-échange en matière première et pour la protection des manufactures.

Quant à la Ligue, elle a arrêté un local, et, le 29 septembre, elle tient une nouvelle réunion à la salle Montesquieu. Plusieurs orateurs se font entendre. Horace Say parle avec chaleur et a beaucoup de succès. Trois autres orateurs prennent la parole, dont deux professeurs qui font de longs discours. Bastiat qui venait le cinquième, insiste sur la déception du système protecteur qui ne procure pas à toutes les industries une rareté exactement proportionnelle et qui laisse en dehors des services dans lesquels le travail ne s'incorpore pas en un objet matériel susceptible de passer la frontière.

Fonctionnaires, magistrats, artistes, avocats, professeurs, prêtres, officiers ministériels, banquiers, artisans

dont le travail se consomme sur place, tous paient tribut au monopole et n'en peuvent recevoir aucune compensation. Et il termine par ce serment auquel il resta fidèle : « Tant que ma main pourra tenir une plume ou mes lèvres proférer un son, je ne cesserai de crier : Justice pour tous, liberté pour tous, égalité devant la loi pour tous ». (1)

Bien que l'auditoire fût harassé, le discours de Bastiat réussit autant qu'il le désirait, ainsi qu'il l'écrit à Cobden en sortant de la réunion. Quelques jours plus tard, il constate même que son discours est le seul que les journaux aient publié.

L'Association va lentement, mais elle avance. Pendant qu'à Rouen se tient un meeting protectionniste auquel Bastiat regrette de n'avoir pu assister incognito, Le Havre fonde une association pour réclamer la réforme commerciale et l'abaissement des impôts de consommation. Tout en déplorant qu'on n'ait pas osé prononcer le mot de liberté, Bastiat se rend à la séance d'ouverture. A ce moment l'agitation avait pris assez de développement dans la région, au moins chez les protectionnistes, pour que le préfet de la Seine-Inférieure eût averti Anisson-Dupéron « qu'il ait soin de passer la nuit à Rouen s'il ne veut pas être lapidé ».

De son côté, l'Association bordelaise entre en lice avec

(1) F. BASTIAT, *Œuvres complètes*, vol. 2, p. 247.

ardeur. En octobre, elle inaugure ses publications mensuelles par un fascicule qui reproduit la déclaration de l'Association de Paris, et qui renferme deux articles de Bastiat, dont l'un adressé aux « artisans et ouvriers ». Bastiat y insiste sur les inconvénients qui résultent de la restriction pour les classes laborieuses et sur les avantages que leur offre la liberté. Il leur montre que si l'entrée des produits étrangers est interdite, celle de la main-d'œuvre étrangère est libre.

« Toutes les fois que le travail étranger se présente sur notre marché sous une forme telle qu'il puisse vous nuire, mais qu'il sert les gros entrepreneurs, ne le laissez-on pas entrer?... On repousse le drap parce que le drap se fait dans de grandes usines appartenant à des fabricants législateurs. Mais les habits se font en chambre par des ouvriers. Pour convertir la laine en drap, ces messieurs ne veulent pas de concurrence, parce que c'est leur métier ; mais, pour convertir le drap en habits, ils l'admettent fort bien parce que c'est le vôtre.

« Quand on a fait des chemins de fer, on a repoussé les rails anglais, mais on a fait venir des ouvriers anglais. Pourquoi ? Et c'est tout simple : parce que les rails anglais font concurrence aux grandes usines et que les ouvriers anglais ne font concurrence qu'à vos bras. Nous ne demandons pas, nous, qu'on repousse les tailleurs allemands et les terrassiers anglais. Nous demandons qu'on laisse entrer les draps et les rails. Nous deman-

dons justice pour tous, égalité devant la loi pour tous ! »

Absorbé par le travail matériel dont il a été obligé de se charger, Bastiat s'irrite de n'avoir pas le temps de répondre aux articles des journaux protectionnistes et démocratiques, ni de réunir les matériaux d'un second volume des *Sophismes*. Il sent combien il est nécessaire d'avoir un journal ; mais Marseille et Le Havre s'isolent, ne trouvant pas l'Association parisienne assez pratique. Bordeaux seul laisse espérer un concours. Néanmoins, « il est à peu près décidé que nous émettrons notre premier numéro dans les premiers jours de décembre, écrit-il, sans savoir comment nous pourrions nous soutenir. Mais les bonnes causes ne doivent-elles pas compter sur la Providence ! »

Le 24 novembre a lieu encore une réunion publique. La salle Montesquieu était comble et beaucoup de personnes n'avaient pu trouver de places. Bastiat signale que de nouvelles classes sont venues et que les ouvriers et les élèves de l'Ecole de droit ont profité des billets qu'il leur avait envoyés. Faucher, Ortolan, Blanqui prennent la parole ainsi que le prudhomme ouvrier Peupin « qui fut parfait de verve et de simplicité ». Quant à Bastiat, il garda le silence.

Le *Libre-Echange* paraît enfin en décembre 1846. Dans un de ses premiers articles, Bastiat nous montre à quel ton était montée l'irritation des protectionnistes. Ils

« ont fait afficher dans les fabriques, pour l'édification des ouvriers », un placard où on lit : « Ils (les libres-échangistes) semblent ne pas s'apercevoir que par là ils travaillent à ruiner leur pays et qu'ils appellent l'Anglais à régner en France. » Le comité protectionniste, composé de MM. A. Odier, A. Mimerel, J. Perrier et L. Lebœuf, adresse au conseil des ministres les plus énergiques adjurations : « Il ne faut pas s'étonner si l'apparition du « Libre-Echange » excite tant de clameurs. Ce fut le sort du libre-examen et de toutes les autres libertés dont il tire sa populaire origine. »

Par un procédé de polémique que l'on a vu souvent employer, auquel on pourrait même dire que toutes les mauvaises causes recourent successivement et qui, malheureusement, a toujours le don d'agir sur l'opinion publique, de l'égarer en la passionnant au lieu de l'instruire, les protectionnistes ne songeaient pas à opposer des arguments aux arguments, à expliquer pourquoi, en ces années de disette que la France traversait alors, ils estimaient préférable, pour la nation, de payer cher ce qu'elle eût pu se procurer à meilleur compte.

Ils trouvaient plus simple et plus efficace de faire appel à un sentiment patriotique mal entendu, d'exploiter les rancunes nationales et de présenter les libres-échangistes comme vendus à l'Angleterre. Ils étaient des traîtres ; ils étaient, suivant la vieille formule, les agents de Pitt et de Cobourg, les gens auxquels on ne fait pas

l'honneur d'une discussion, mais que l'on démasque, dont on révèle l'infamie.

Ce fut à répandre cette opinion que s'attachèrent les protectionnistes ; elle s'accrédita un peu partout et dès décembre 1846, la méthode avait assez réussi pour que, même à Mugron, dans cette bourgade où Bastiat avait passé sa vie, où tout le monde le connaissait et l'avait estimé, « on n'osait plus parler de lui qu'en famille », tant l'esprit public était monté contre l'entreprise à laquelle il s'était dévoué. En notant ce fait, Bastiat ajoute : « La question pour nous est de savoir combien de temps il faut à la raison pour avoir raison. »

Au milieu des multiples occupations que lui donnait le secrétariat général de l'Association, la mise en marche du journal, les soins absorbants qui ne lui laissaient pas une heure de répit et à propos desquels il disait lui-même : « Tous les fils de notre entreprise sont dans ma main : journal, correspondance, comptabilité », et qu'il ne pouvait abandonner un instant sans risquer de « laisser s'écrouler tout l'édifice », un ralentissement se produit dans ses écrits.

Il n'y a guère à signaler, de la fin de 1846, que son article du *Journal des Economistes* : « De l'influence du régime protecteur sur la situation de l'agriculture en France » (1) dans lequel il s'attache à démontrer que le

(1) F. BASTIAT, *Œuvres complètes*, vol. 2, p. 25.

régime protecteur a porté un coup funeste à notre agriculture et qu'il lui a nui de trois façons : « 1° en forçant les agriculteurs à surpayer les objets de consommation, fer, instruments aratoires, vêtements, etc., et en empêchant ainsi la formation de capitaux au sein même de l'industrie agricole ; 2° en retirant à l'agriculture ses avances pour les engager dans les industries protégées ; 3° en décourageant la production agricole dans la mesure de ce qu'elle eût dû produire pour acquitter les services industriels que, sous le régime de la liberté, la France eût demandés au dehors. »

Cette année 1846 avait été marquée par une très mauvaise récolte. La disette était telle que le Gouvernement devait, au début de 1847, demander la suspension pour huit mois de l'échelle mobile, c'est-à-dire l'entrée en franchise des blés étrangers.

Cette circonstance fournissait une occasion d'expérimenter les mérites comparatifs de la protection et de la liberté commerciale, et Bastiat ne manquait pas, dans ses « *Réflexions sur l'année 1846* » (1), de montrer la contradiction que l'on était contraint de commettre en alléguant d'une part que les lois restrictives devaient amener l'abondance et en recourant d'autre part, pour conjurer la disette, à cette liberté que l'on présentait comme un principe de souffrance et de ruine. Si le

(1) F. BASTIAT, *Œuvres complètes*, vol. 2, p. 22.

régime restrictif est bon, disait Bastiat, il faut le conserver en tous temps « et surtout quand les causes d'un autre ordre menacent nos approvisionnements ».

Aux plaintes coutumières contre « l'avidité des spéculateurs » il répondait en établissant que c'est précisément ce bénéfice qui est le stimulant de l'importation. Quant à la hausse des prix de transport, conséquence elle aussi de l'urgence et de l'étendue des besoins auxquels il avait fallu pourvoir et qu'un régime de liberté aurait permis de satisfaire sans précipitation, Bastiat s'étonnait que l'on eût la prétention de faire « travailler les transporteurs sur le principe de la philanthropie ». Il admirait du reste l'accès inattendu de la philanthropie des monopoleurs qui, après avoir pendant des années « opéré systématiquement la cherté du blé à leur profit, se révoltent avec une sainte ardeur contre tout ce qui tend à renchérir le blé, notamment contre les profits du commerce et de la marine », tout en votant que, quelques mois plus tard, la cherté artificielle recommencerait à leur profit par la résurrection de l'échelle mobile.

Ce système de l'échelle mobile a été en honneur pendant longtemps. Il paraissait, nous le savons, aux économistes de la Restauration et de la Monarchie de Juillet, le régulateur le plus accompli et le plus ingénieux du prix du pain. Le cours des blés était-il bas, l'importation était interdite afin que les blés étrangers ne pussent déprécier encore les produits de l'agriculture nationale.

Les cours avaient-ils une tendance à hausser, le droit allait en décroissant afin d'empêcher le pain de dépasser un prix qui, théoriquement, devait rester à peu près constant. On comparait volontiers le fonctionnement de ce système à celui d'une digue qui, automatiquement, s'élèverait ou s'abaisserait suivant que le niveau de l'eau, dans un bassin, s'abaisserait ou s'élèverait afin de le maintenir toujours égal.

Mais ces mérites théoriques n'étaient guère justifiés par la pratique comme le montrait Bastiat. En fait, le droit ne s'appliquait jamais à la réalité du moment, puisque les prix du blé indigène étaient déterminés officiellement par les mercuriales d'une période écoulée. De plus, ces prix étaient calculés sur des moyennes dans l'établissement desquels entraient des éléments assez nombreux, dont la plupart reposaient eux-mêmes sur des fictions, de telle sorte que le résultat ne pouvait être que fictif.

En outre, cette incessante mobilité avait pour conséquence de rendre tout commerce extérieur de blé impossible, l'acheteur ne pouvant, à aucun moment, prévoir le droit qu'il aurait à supporter lorsque la cargaison arriverait. Ce n'est donc que quand la disette se faisait déjà sentir qu'il fallait, sous le coup d'une nécessité urgente, faire des achats, à quelque prix que ce fût, et naturellement les vendeurs étrangers profitaient de la circonstance pour élever leurs prix. Comme encore les

pays producteurs de céréales n'avaient pas avec nous de relations commerciales habituelles, il fallait, lorsque l'on recourait à eux, payer les achats en numéraire, au comptant, de sorte qu'à la crise des subsistances venait se joindre une crise monétaire et que l'exportation du numéraire, tant redouté par les protectionnistes, se trouvait beaucoup plus considérable que si les pays étrangers, habitués à commercer avec nous, avaient employé une partie des traites, données en paiement des achats de grains, à acquitter ensuite le prix des marchandises qu'ils se seraient procurées chez nous.

La protection de l'industrie agricole, que les inventeurs de l'échelle mobile avaient cru assurer tout en ménageant les intérêts du consommateur de pain, faisait encore faillite à leurs prévisions d'une autre manière. Ayant pris leurs dispositions pour assurer à la culture du blé un prix rémunérateur, ils avaient provoqué l'embrèvement de terrains médiocres qui s'étaient trouvés produire un revenu facticement exhaussé et que leurs propriétaires avaient vendus sur le pied d'une capitalisation supérieure à leur valeur réelle.

Des capitaux importants avaient été engagés dans les exploitations agricoles au préjudice de l'industrie, et il s'était produit ce résultat que, dans les années favorables, le blé indigène se faisait à lui-même concurrence sur le marché intérieur, les prix s'avaissaient bien au-dessous de la normale rémunératrice. Une partie des

propriétaires, déçus dans leurs espérances, renonçaient à la culture du blé ; la récolte diminuait d'autant, les prix haussaient, et ainsi, de crise en crise, se succédaient des variations dans le prix des terres et des céréales, au grand préjudice de la stabilité de la fortune publique.

Bastiat a consacré de nombreuses pages à l'échelle mobile. Il y revient souvent, dans le *Libre Echange*, pour en montrer l'inanité et pour exposer les résultats funestes qu'elle avait eus en Angleterre. C'est qu'en effet les protectionnistes ne manquaient jamais, lorsqu'ils condescendaient à discuter, de soutenir que ce système tenait équitablement compte des intérêts du producteur et du consommateur, et qu'il était nécessaire de dégager la réalité des apparences afin de faire comprendre que, loin d'être un correctif au régime protecteur, il l'aggravait encore.

C'est à mettre en évidence les contradictions et les incohérences du système protecteur que Bastiat consacre, sans jamais se lasser, et en variant avec une intarissable fécondité l'expression de sa pensée, la polémique du *Libre Echange*. Il montre combien il est inexact d'invoquer les intérêts de l'agriculture puisqu'on les sacrifie en partie. Si on accorde au blé une protection qu'on lui retire juste au moment où elle aurait quelque efficacité, on se garde bien d'étendre la même protection à la laine, au lin, au chanvre et aux autres produits agricoles. Ceux-là sont considérés comme matières premières, et

on estime qu'il y aurait de grands dangers à les protéger parce que cela limiterait l'essor de l'industrie. De telle sorte que les agriculteurs, après avoir vendu leur laine ou leur chanvre au prix fixé par l'universelle concurrence, doivent les racheter, convertis en drap ou en toile, non pas même au prix d'une protection qui fausse les conditions du marché, mais à celui d'un monopole exclusif, l'importation des draps et des étoffes de fabrication étrangère étant prohibée.

Donc il y a deux classes de travail : le travail agricole, non privilégié, et le travail manufacturier, protégé, sinon même monopolisé.

L'ignorance du public ou son indifférence sur les questions qui touchent le plus près à ses intérêts est telle que Bastiat est obligé d'expliquer les choses les plus élémentaires, comme la différence entre le droit protecteur et le droit fiscal. Les Chambres elles-mêmes ne font pas cette différence, puisque, après avoir établi des droits pour protéger l'industrie nationale, elles font état, dans leurs prévisions de recettes du budget, du rendement de la douane.

Bastiat est contraint d'insister sur cette idée qu'il y a une complète contradiction entre le droit protecteur et le droit fiscal. Le but du premier est d'empêcher l'échange entre le produit national et le produit étranger. Moins celui-ci entre, mieux le droit a rempli son office. Le droit fiscal, au contraire, ne vaut que par l'échange.

Plus le produit étranger entre, plus le droit fait sa fonction qui est de donner un revenu à l'Etat. D'où cette conclusion que le droit protecteur pèse sur tous et profite à quelques-uns, tandis que le droit fiscal pèse sur tous et profite à tous.

Cet ordre de considérations échappait au corps électoral et à la Chambre censitaire et on pouvait alléguer qu'ils avaient intérêt à n'y pas entrer. Le suffrage universel en reste tout aussi éloigné. Les protectionnistes établissent et relèvent les droits de douane, en affirmant la nécessité de défendre les produits nationaux contre la concurrence étrangère ; puis ils s'empressent de majorer dans une proportion équivalente le rendement des douanes. Donc ils estiment que l'Etat sera contraint d'encaisser la recette dont ils voudraient le priver ; ils reconnaissent ainsi que la production nationale est insuffisante pour la consommation. Le droit protecteur n'a, par conséquent, pas dans leur esprit pour fonction de réserver le marché intérieur à la production indigène, mais de déterminer un renchérissement artificiel de la marchandise et de fausser les conditions de la concurrence. Par conséquent, les producteurs indigènes reçoivent une partie de l'impôt que l'Etat perçoit sur le consommateur, et ainsi se trouve violée cette règle fondamentale que les économistes ont posée et défendue : « On ne doit l'impôt qu'à l'Etat ».

Il semble donc qu'il devrait exister une étroite intimité

entre la cause démocratique et la liberté commerciale. Bastiat le remarquait jadis en établissant que la restriction douanière est un privilège établi par le législateur et qu'il y a contradiction entre le privilège et la démocratie. « On n'accorde pas des faveurs aux masses, disait-il, mais au contraire aux dépens des masses. »

Il revenait à maintes reprises sur cette démonstration que, sous le régime protecteur, l'ensemble de la richesse est diminué et que la classe des salariés, continuant à être régie par la loi de la concurrence, offrant le même nombre de bras et trouvant moins de produits que sous le régime de la liberté, est, en définitive, obligée de fournir une somme égale de travail pour une moindre rémunération en produits.

Néanmoins, alors, comme aujourd'hui d'ailleurs, la majorité du parti démocratique était réfractaire aux doctrines du libre-échange. Elle se laissait séduire par la simplicité apparente de la protection. Quoi de plus aisé, semble-t-il, que de donner l'essor à l'industrie, à l'agriculture, au travail nationaux ? Avec un bout de loi et un douanier, l'affaire est résolue.

Aussi, par un renversement inattendu des idées, les organes démocratiques, comme l'*Atelier*, en arrivaient-ils à faire de la doctrine du libre-échange comme une sorte de thèse protectionniste soutenue par la « classe riche et lettrée » dans son intérêt et contre l'intérêt du prolétariat. A quoi Bastiat répondait qu'il comprenait que

l'on opposât la classe privilégiée à la classe opprimée, mais que s'il voyait des hommes de fortune diverse comme de taille et de santé différentes, il ne pouvait voir de classe riche et pauvre sous un régime où la carrière du travail serait loyalement ouverte à tous, où la propriété et la liberté seraient respectées, et que le sentiment exprimé par l'*Atelier* n'allait à rien moins qu'à condamner la plupart des vertus humaines. « L'artisan honnête, laborieux, économe, ordonné, est sur la route de la fortune. Il faudrait donc dire qu'en vertu de ces qualités mêmes, il court se ranger dans la classe maudite ! »

Mais le débat ne se maintenait pas toujours sur le terrain spéculatif. La disette qui sévissait non seulement en France, mais sur toute l'Europe occidentale, donnait aux débats économiques une portée pratique immédiate. Chaque pays s'était appliqué à conjurer le fléau. La Belgique avait suspendu le droit d'entrée sur le bétail étranger. L'Angleterre avait ouvert ses ports à l'entrée comme à la sortie des céréales. La France avait suspendu pour huit mois l'échelle mobile. Mais, fidèle à l'esprit restrictif, elle s'était hâtée de remplacer une réglementation par une autre en interdisant la sortie des grains.

Toujours l'apparente simplicité ! Hier nous avions à peu près notre consommation assurée, ç'aurait été un fléau d'avoir eu plus d'abondance ! Aujourd'hui nous sommes en déficit, chaque grain que nous laisserions

sortir aggraverait notre détresse ! A cette prudence d'Etat, beaucoup de municipalités avaient joint des précautions locales en décidant de faire des approvisionnements pour six mois et de les revendre au prix coûtant. Avec cela, la sagesse officielle se flattait de braver la famine et de ménager tous les intérêts.

L'intransigeance des économistes n'a pas de bornes. Bastiat avait soutenu qu'en temps normal le libre-échange porte un principe régulateur et qu'un pays limite automatiquement ses achats extérieurs d'après ses besoins. Il s'agissait maintenant de montrer que le principe du libre-échange s'applique aussi bien aux circonstances exceptionnelles qu'aux autres et qu'il ne produit pas plus la disette que l'encombrement.

Il consacra plusieurs articles à cette démonstration et il la fit avec une lucidité qui aurait dû porter la conviction dans tous les esprits. Il montrait que, grâce à la suspension du droit sur le bétail, les Belges, les Anglais, les Suisses, pouvaient se livrer à tout travail national qui trouve à s'échanger contre de la viande étrangère, tandis que « cela est défendu à 35 millions de Français pour plaire à quelques éleveurs. S'il plaît à la Providence de nous envoyer la famine, nous nous résignerons, mais nous ne pouvons nous résigner à ce que la famine, dans une mesure quelconque, soit décrétée par la loi. Nous défions qui que ce soit de nous prouver que l'ouvrier doive une redevance à l'éleveur, pas plus que l'éleveur à

l'ouvrier. Puisque la loi n'élève pas le taux du salaire, elle ne doit pas élever le taux de la viande. »

Une réflexion pleine de justesse, qu'il conviendrait de toujours opposer aux protectionnistes, défenseurs attirés des « intérêts de l'agriculture », et que l'on songe trop rarement à faire, tant les préjugés ont pénétré ceux-là mêmes qui les combattent, se rencontre ici sous la plume de Bastiat : « Si l'agriculture a cette grande importance que personne ne conteste, c'est uniquement par le motif qu'elle fournit à la nation des aliments. Il est absurde, contradictoire et cruel, sous le prétexte de favoriser l'agriculture, de diminuer l'alimentation du peuple. » C'est toujours la question du producteur et du consommateur, de l'offre et de la demande, dans laquelle, en principe, l'accord doit se faire par la satisfaction réciproque des intérêts légitimes et où le consommateur doit être considéré tout au moins comme l'égal du producteur, qui ne vit que par lui. Et cependant, sous l'influence d'idées fausses, sans cesse répétées, de sophismes et de basses flatteries, on en est venu à faire du consommateur le vassal du producteur. C'est celui-ci qui impose sans débat ses conditions au consommateur, lequel l'encourage lui-même dans cette arrogante prétention.

Sur la défense d'exporter les céréales, l'opinion de Bastiat n'était ni moins contraire à la sagesse officielle, ni moins fortement motivée. Le chargement de blé en-

trant en France n'a plus devant lui qu'un marché. S'il va en Angleterre, il a devant lui tous les marchés du monde. De ce seul fait, il résulte que l'Angleterre tend à devenir l'entrepôt général, les négociants ayant tout avantage, à un moment où les prix peuvent subir de brusques fluctuations, à se réserver plusieurs chances plutôt que de se limiter à une seule. En conséquence, Bastiat prouvait que, par la liberté d'exportation, l'Angleterre serait le pays le mieux approvisionné d'abord et qu'ensuite elle ferait un profit sur l'approvisionnement des autres peuples.

Quant aux mesures de prudence prises par les municipalités, c'était un jeu pour Bastiat de montrer que, inspirées par d'excellentes intentions, elles avaient commencé par concourir à la hausse extraordinaire du prix des blés, et que si, par suite de circonstances imprévues, il survenait une baisse, les municipalités auraient le choix de proposer aux acheteurs leurs approvisionnements à un prix supérieur au marché et de ne pas les vendre, ou de les écouler au cours, d'où il résulterait une perte qui serait supportée par les contribuables, dont les contributions forment les revenus municipaux. Que ce soit comme consommateurs, que ce soit comme contribuables, ce seraient toujours les habitants de la commune qui auraient à faire les frais de cette expérience de communisme municipal.

La lutte que soutenait Bastiat était ardente. Sa polémi-

que se renouvelait sans cesse, et d'un sujet qui semblait épuisé, il tirait avec une aisance surprenante des développements nouveaux d'une clarté parfaite. Rien ne se rencontre dans ses écrits de ce qui, sous le vain prétexte d'appareil scientifique, peut fatiguer ou rebuter le lecteur inexpérimenté. Il a au plus haut point l'art de rendre accessibles à tous les esprits et intéressantes ces matières réputées ingrates.

Malgré ce talent et cet effort, le *Libre-Echange* était bien peu répandu. L'Association ne faisait guère de prosélytes et, comme dit Bastiat : « notre agitation s'agite fort peu. Il nous manque toujours un homme d'action... Je devrais être cet homme ; j'y suis poussé par la confiance unanime de mes collègues. Le caractère n'y est pas, et tous les conseils du monde ne peuvent point faire d'un roseau un chêne » (1).

Ce n'est pas seulement le caractère qui n'y était pas, mais aussi la santé. « Ce qui m'étonne et m'épouvante, écrit-il à Cobden, c'est de voir combien quelques gouttes de sang sorties du poumon peuvent affaiblir notre pauvre machine et surtout la tête ; le travail m'est impossible. » — « Ce qui m'occupe le plus, dit-il en juillet, c'est l'état de mon cerveau. Je ne sais ce que sont devenues les idées qu'il me fournissait autrefois en trop grande abondance. Maintenant je cours après et ne puis pas les rattraper, cela m'alarme (2). »

(1) F. BASTIAT, *Œuvres complètes*, vol. p. 156.

(2) *Ibid.*

Il voudrait avoir la liberté de ses allures, écrire et parler à son heure et à son gré. Au lieu de cela, il est « enchaîné de la manière la plus indissoluble par le domicile, par le journal, par les finances, par l'administration, etc. ».

Sa présence constante est indispensable. Pendant une courte absence qu'il fait à Mugron, des dissentiments éclatent dans l'Association au sujet de la nuance entre le droit fiscal et le droit protecteur. La majorité a adopté la franchise complète sur les subsistances et les matières premières ; quelques membres qui voulaient réserver la question fiscale, même à propos du blé, se sont retirés, et c'étaient les plus laborieux.

Le 3 juillet 1847, Bastiat réunit à la salle Taranne un certain nombre d'étudiants en droit et en médecine : « Ils m'ont écouté avec bienveillance, avec sympathie, mais, comme vous pensez bien, sans trop me comprendre, écrit-il à Cobden. Pour préparer le terrain, j'ai distribué à ces jeunes gens les *Sophismes*. Chacun en a reçu un exemplaire. J'espère que cela désobstruera un peu leur cerveau et, au retour des vacances, je me propose de leur exposer méthodiquement les *Harmonies*. »

En août 1847, sur l'invitation de plusieurs notabilités de Lyon, il se rendit dans cette ville et y fit deux conférences. Dans la première, il opposa les conséquences du régime libre-échangiste aux conséquences du régime

protecteur. Dans la seconde, il traite de la question des salaires, et c'est là que l'on trouve supérieurement démontrée cette vérité que la protection ne peut améliorer la situation des ouvriers.

Qu'une industrie, expliquait-il, qu'une fabrique de drap soit protégée, par exemple, les consommateurs, parmi lesquels figurent les ouvriers, éprouveront une perte, car le prix du drap restera élevé. Il est vrai que la tendance des capitaux est de se porter et d'entraîner le travail là où sont les plus gros bénéfices. Il est donc vrai que, dans la fabrication du drap, il y aura un surcroît de demandes de travail et un surcroît de capital pour y faire face, ce qui constitue précisément les conditions dans lesquelles le salaire hausse ; et c'est là que les protectionnistes triomphent. Mais d'où vient ce surcroît de capital ? Il ne descend pas de la lune ni du soleil. C'est un capital qui s'est déplacé, qui a déserté d'autres industries, décourageant ainsi le travail et le salaire de ces industries. L'ouvrier n'a donc point perdu quant au salaire, car ce salaire découragé ici a été encouragé là ; mais il a fait, en tant que consommateur, une perte sur le drap dont il se vêt. Et cette perte se renouvelle vingt fois par jour à propos du blé, à propos de la viande, à propos de la hache et de la truelle. Le problème des salaires ? concluait Bastiat, un simple ouvrier l'a admirablement posé en ces termes pleins de justesse et de clarté : Quand deux ouvriers courent après un maître, le

salaire baisse ; quand deux maîtres courent après un ouvrier, le salaire hausse.

De Lyon, Bastiat se rendit à Marseille où l'Association marseillaise libre-échangiste avait organisé une réunion publique. Cette réunion eut lieu le 20 août, à la salle Boisselot. Plus de mille personnes se pressaient dans l'enceinte pour écouter le leader parisien, autant que pour voir Lamartine qui, de passage, avait promis d'assister à la solennité.

Comme le rapporta le *Courrier de Marseille* (1), ce fut une journée inoubliable. Dans une suite de démonstrations présentées avec simplicité et clarté, et éclairées par des remarques pleines d'à-propos, Bastiat prouva la vérité de cet aphorisme : Les produits s'échangent contre des produits, ou encore les services s'échangent contre des services. Puis il établit que le libre-échange aurait pour effet d'alléger la situation de la classe sur laquelle pèsent le plus lourdement les impôts et d'augmenter les revenus du Trésor.

En terminant, Bastiat, se tournant vers Lamartine, s'écriait : « Vous n'avez pas oublié que M. de Lamartine, avec ce bonheur d'expression qui n'appartient qu'à lui, a résumé toute notre pensée en ces termes : La liberté fera aux hommes une justice que l'arbitraire ne saurait lui faire. J'espère donc et j'ai la ferme confiance que

(1) Le *Courrier de Marseille*, 30 août 1847.

M. de Lamartine ne me démentira pas, si je dis que sa présence dans cette assemblée n'est pas seulement un témoignage de bienveillance envers les hommes qui essayent leurs premiers pas dans cette carrière du bien public qu'il parcourt avec tant de gloire, mais qu'elle révèle aussi sa profonde sympathie pour la sainte cause de l'union des peuples et de la libre communication des hommes, des choses et des idées (1). »

Prenant à son tour la parole dans une magnifique improvisation, Lamartine concluait : « Tout ce qui sert à l'homme, tout ce qui le nourrit, tout ce qui l'habille, tout ce qui le chauffe, tout ce qui le console est l'objet d'un prix additionnel au prix naturel pour élever tout et la vie elle-même au-dessus de la portée du plus grand nombre. En sorte que ce système, protecteur soi-disant du travail national, et appelé ainsi par dérision sans doute de ceux qui l'ont inventé ou qui le défendent, ne protège en réalité que la pénurie, la nudité, la faim, la soif, la dépopulation et la mort de l'Empire. Et je me disais, en feuilletant le code de nos misères volontaires : Est-il possible que ce soit le code de Dieu ? Est-il possible que ce soit là le livre de vérité ? Est-il possible que ce soit là l'évangile de vraie protection et de charité pour les masses du peuple ? Non ! C'est le code de l'égoïsme ! C'est le livre d'or du monopole ! C'est l'évangile du men-

(1) F. BASTIAT, *Œuvres complètes*, vol. 2, p. 312.

songe social et de la cupidité aveugle du producteur insatiable contre le consommateur indigent ! »

Bastiat pouvait être fier de son œuvre. La magnifique profession de foi économique qu'il avait amené Lamartine à faire consacrait les efforts de la Ligue et la vengeait des insultes des prohibitionnistes.

L'orateur en finissant évoqua le jour où le peuple aurait la plus incontestable, la première, la plus sainte des libertés, la liberté de vivre.

« Ce jour-là, s'écria-t-il, vous vous souviendrez, vous ou vos enfants, vous vous souviendrez avec reconnaissance de ce missionnaire de bien-être et de richesses, qui est venu vous apporter de si loin, et avec un zèle entièrement désintéressé, la vérité gratuite dont il est l'organe et la parole de vie matérielle ; et vous placerez le nom de M. Bastiat, ce nom qui grandira à mesure que sa vérité grandira elle-même, vous le placerez à côté de Cobden, de Fox et de leurs amis de la grande ligue européenne, parmi les noms de cet évangile du travail émancipé dont la doctrine est une semence sans ivraie qui fait germer chez tous les peuples, sans acception de langue, de patrie ou de nationalité, la liberté, la justice et la paix (1). »

Cette réunion de Marseille, du 20 août 1847, peut marquer l'apogée de la campagne libre-échangiste qui avait

(1) P. RONCE, *Frédéric Bastiat, sa vie, son œuvre*, p. 136.

été entreprise par Bastiat. A ce moment, le mouvement était lancé. Lyon, le Havre, Marseille avaient leurs associations libre-échangistes. Bordeaux depuis longtemps avait ouvert la voie et devancé Paris. Dans beaucoup d'autres villes, telles que Reims, Limoges, Nîmes, Montbrison, Gray, La Rochelle, etc., les doctrines de l'Association parisienne avaient trouvé des adhérents parmi les comités de négociants ou même dans certaines sociétés d'agriculture.

En outre, des associations analogues s'étaient formées à l'étranger, à Cadix, à Rome, à Berlin.

Mais tels qu'ils étaient, ces résultats, il faut le reconnaître, ne répondaient pas aux espérances conçues par Bastiat. En réalité, le mouvement était resté circonscrit dans un assez petit nombre de villes directement intéressées par la nature de leurs opérations à la liberté du commerce, et encore s'y était-il arrêté à la surface.

A Paris, il avait été jusqu'alors relativement très restreint, la plupart des journaux de l'opposition, les seuls qui auraient pu exercer de l'influence, avaient été habilement circonvenus et les masses n'avaient pas pris parti pour la réforme que l'on proposait.

A aucun moment on ne put sérieusement croire qu'à l'exemple de l'Angleterre, le flot montant des nouvelles doctrines pourrait submerger les intérêts qu'abritait le système restrictif. C'est qu'aussi en France, la situation était toute différente. Jusqu'alors le régime financier de

la Grande-Bretagne était resté empreint de choquantes inégalités, qui avaient été effacées depuis longtemps chez nous par la Révolution de 1789.

C'est ainsi qu'en Angleterre, les impôts de consommation pesaient d'autant plus lourdement sur le peuple qu'on demandait fort peu à la contribution foncière, et la réduction générale des droits de douane, la suppression des lois céréales, l'admission en franchise de toutes les denrées alimentaires pouvaient y être considérées comme la réparation d'une grave injustice sociale.

En France, au contraire, les deux sortes d'impôts étaient mieux équilibrés, et de ce fait, les classes ouvrières, alors même qu'elles se fussent trouvées plus expérimentées dans la discussion de leurs intérêts, ne pouvaient pas offrir à l'agitation libre-échangiste le même levier puissant que la Ligue anglaise avait immédiatement trouvé dans le peuple.

Indépendamment du peu d'intérêt de l'ensemble de la population à l'égard du principe du libre-échange, un autre facteur très important, et qui devait nécessairement exercer une grande influence, n'avait pas tardé à entrer en jeu : l'opposition du parti protectionniste s'était manifestée très vite, avec beaucoup d'activité et d'à propos.

Dès la fin du mois de novembre 1846, une association s'était formée, qui avait pris le titre d'*Association pour la défense du Travail national*, et avait installé son comité directeur, rue Hauteville.

Cette dénomination d'*Association pour la défense du Travail national*, était d'autant plus habile que tous les esprits prévenus ou inattentifs devaient en tirer la conclusion que l'*Association du Libre-échange* voulait sacrifier la France à l'Angleterre.

Bientôt les membres directeurs du comité MM. A. Odier, A. Mimerel, J. Périer adressèrent une lettre au Conseil des ministres dans laquelle ils revendiquaient la défense de leurs intérêts. C'était sur eux, disaient-ils, et sur tous ceux qui bénéficiaient du système protecteur que pesait la plus lourde charge des impôts. C'étaient eux « qui avaient la responsabilité de l'existence de presque toute la nation », et, non seulement ils reprochaient à l'*Association du Libre-échange* tout ce que ses doctrines pouvaient avoir de trop absolu, mais ils lui faisaient surtout un crime de vouloir supprimer les prohibitions « de pousser au renversement de la législation sur laquelle seule reposait encore la fortune du pays ». Ils dénonçaient en même temps au Gouvernement, tout à la fois le *Journal des Débats*, certains professeurs salariés, et jusqu'à des receveurs généraux qui soutenaient « ces détestables doctrines ». Ils demandaient enfin une manifestation bienveillante ou, en d'autres termes, l'engagement de maintenir intégralement le tarif en vigueur.

La lettre du comité se terminait par ces paroles, qui rappelaient, en termes moins violents toutefois, certaines protestations de 1834 en faveur des prohibitions : « Ne

hâtez pas, par un silence qu'aucun grave motif ne semblerait justifier, la crise qui menace ; ne prolongez pas l'incertitude qui gagne tous les esprits et tend à ébranler toutes les convictions : ne faites jamais que vos ennemis soient armés par ceux qui veulent toujours contribuer avec vous à la prospérité du pays. »

Les Chambres de commerce de la plupart des villes manufacturières se prononcèrent en faveur des doctrines du comité pour la *Défense du Travail national*. Les manufacturiers des départements regurent de Paris, avec invitation de l'afficher dans leurs ateliers, un placard portant : « Qu'il n'était pas besoin d'être bien malin pour s'apercevoir, dans tous les cas, qu'on ne voulait que favoriser l'intérêt de l'Angleterre et ruiner la France, afin que l'Anglais pût régner sur elle ; qu'il ne fallait pas cependant, pour nourrir les Anglais, affamer les Français, que celui qui voulait une semblable chose n'aimait pas son pays, n'aimait pas l'ouvrier ; mais que l'ouvrier n'aurait pas confiance en lui, sachant bien que lorsqu'il s'agit des Anglais, chefs et ouvriers, en France, n'avaient qu'un même intérêt, une même pensée, un même cœur, etc., etc. (1). »

Ces placards étaient destinés à entretenir parmi les ouvriers des fabriques une agitation qui pouvait être utile. Cependant peu après le comité protectionniste eut

(1) Pierre CLÉMENT, *Histoire du système protecteur*, p. 220.

recours à des armes plus honorables et plus loyales.

Acceptant sérieusement, comme il aurait pu le faire dès le début de la lutte, la discussion sur le terrain des principes et des faits, il développa à son point de vue, mais en termes très modérés et avec une habileté réelle, les avantages du système protecteur. Ce manifeste causa une certaine sensation. Il fut réfuté d'une manière remarquable par Léon Faucher.

Voyant alors qu'il n'avait pas grand intérêt à soulever des polémiques, le *Comité pour la défense du Travail national* changea de tactique et fit la conspiration du silence autour du mouvement libre-échangiste, réservant toutes ses forces pour agir auprès des Chambres où il savait d'avance trouver une importante majorité.

C'est à ce moment que, sans cependant s'exagérer la portée réelle du mouvement d'opinion que le libre-échange avait déterminé en France, le Gouvernement de Louis-Philippe jugea qu'il ne serait pas sage de se refuser à toute concession. Il se décida donc à présenter un nouveau projet de loi.

Ce projet supprimait 17 prohibitions et diminuait les droits sur quelques produits. Il faisait disparaître du tarif 113 articles qui devaient être désormais admis en franchise, quels que fussent les modes d'importation et les lieux de provenance. Il en exemptait 162 à la condition qu'on les apporterait sous pavillon national, et 23 autres quand ils seraient introduits par navires français

ou par terre. La réforme s'étendait ainsi à 298 articles sur 666 que comprenait notre tarif.

L'une des dispositions les plus importantes était celle qui accordait la franchise pour les fers en barre, le cuivre, le zinc, le lin et le chanvre destinés à la construction ou à l'armement des bâtiments de mer.

En réalité, les prohibitions abandonnées ne portaient sur aucune de nos grandes fabrications et étaient alors à peu près sans objet. Cependant, les propositions ministérielles étaient un premier pas vers un régime moins exclusif, et les libre-échangistes, tout en regrettant qu'on ne fût pas allé plus loin, y applaudissaient comme à un progrès.

C'était assez pour qu'on s'en montrât irrité dans le camp opposé. On s'attaqua surtout à l'une des phrases de l'exposé des motifs. Le ministre avait dit, à propos des associations pour le libre-échange, que « rien ne prouvait mieux l'exagération que l'exagération contraire ». Les protectionnistes entendaient repousser avec véhémence tout parallèle entre leurs prétentions et celles de leurs adversaires. Il y eut une lutte ardente dans les bureaux de la Chambre pour la nomination d'une commission, et celle qui en sortit fut une commission formée en majorité de protectionnistes. Mais on était à la veille de la Révolution.

A travers mille difficultés, Bastiat, de retour à Paris, après les réunions de Lyon et de Marseille, n'en conti-

nuait pas moins sa tâche avec une ardeur toujours nouvelle. Sa santé, déjà si précaire, ne tarde pas à être profondément altérée. Il reste cependant à son poste, et, bien plus, il augmente encore le champ de son activité, comme s'il savait que ses jours sont comptés. Il entreprend de faire, rue Taranne, aux étudiants, un cours libre d'économie sociale. C'était un rêve qu'il caressait depuis longtemps. Qui pouvait mieux le comprendre, que ces jeunes gens des écoles « qui ont de la logique dans l'esprit et de la chaleur dans l'âme » ? « En m'adressant à eux, écrivait-il à Coudroy, il me semble que je produirai la conviction, et puis j'indiquerai au moins les bonnes sources. Que le bon Dieu me donne encore un an de force et mon passage sur cette terre n'aura pas été inutile. »

Devant ses auditeurs, il établissait que, pour chaque individu, pour chaque industrie, pour chaque nation, le moyen le plus sûr de s'enrichir c'est d'enrichir les autres, parce que la richesse générale est le milieu qui donne de l'emploi aux débouchés et des rémunérations aux services de chacun. C'est l'idée qu'il devait développer ensuite plus complètement dans les *Harmonies* et qu'il traduisait dans ces formules : « L'homme a d'autant plus de chances de prospérer qu'il est dans un milieu plus prospère ». « Le bien de chacun favorise le bien de tous, comme le bien de tous favorise le bien de chacun. »

Son cours, le journal, le secrétariat de l'Association, se partageaient tout son temps. Mais toute son activité venait se briser contre l'indifférence du grand public, contre la froideur de ceux dont le concours actif aurait été nécessaire. « Je ne vous cacherai pas, écrit-il à Cobden, que je suis effrayé du vide qui se fait autour de nous. Nos adversaires sont pleins d'audace et d'ardeur. Nos amis, au contraire, se découragent et deviennent indifférents. Que nous sert d'avoir mille fois raison si nous ne pouvons nous faire entendre ? La tactique des protectionnistes, bien secondés par les journaux, est de nous laisser avoir raison tout seuls. »

Deux années ne se sont même pas écoulées depuis qu'avait été lancé avec tant de foi et d'enthousiasme le *Manifeste pour la Liberté des Echanges*, et déjà tout s'arrête, le désintéressement semble général. Les inquiétudes politiques au milieu desquelles débute l'année 1848 dominent ; on sent que ce n'est plus le moment de s'attarder aux discussions sur la liberté des échanges.

Le 7 janvier 1848, Bastiat prononçait cependant encore à la salle Montesquieu un discours dont l'objet était d'établir que « jamais il n'y eut mystification plus grande que celle qui nous fait voir, dans la restriction, un moyen de favoriser l'agriculture ».

Il exposait que le droit prohibitif a pour unique résultat de donner à la propriété foncière une plus-value fictive dont le fermier ne touche pas un centime et que

la rente de ce capital fictif est payée au propriétaire par quiconque mange du pain. Il serait beaucoup plus simple, disait-il ironiquement, de délivrer à ce propriétaire un titre de rente pour le service duquel on établirait un impôt spécial.

Le mois de février arrive. L'Association se désagrège ; le journal est « faible et pâle comme tout ce qui émane d'une association. Je vais demander le pouvoir absolu, écrit Bastiat. Mais hélas, avec le pouvoir on ne me donnera pas la santé ».

Quelques jours plus tard, il écrit encore à son ami Coudroy : « La politique étouffe notre affaire. » Au sujet de l'Association, il constatait que chacun de ses membres réservait ses convictions et ses actes politiques, ce qui l'amenait à faire cette profession de foi : « Comme je ne serais nullement choqué qu'un de mes collègues vînt déclarer ici qu'il est ce qu'on appelle conservateur, je ne vois aucun inconvénient à dire que, quant à moi, j'appartiens cœur et âme à la cause de la démocratie, si l'on entend par ce mot le progrès indéfini vers l'égalité et la fraternité par la liberté. D'autres ajoutent : et par l'association. Soit, pourvu qu'elle soit volontaire, auquel cas c'est toujours la liberté. »

Les préoccupations politiques sont, on le voit, devenues funestes à l'Association. Autour de Bastiat, toujours attaché à la cause qui lui est chère, le vide s'est fait ; lui seul maintient encore debout le drapeau du libre-échange.

Mais bientôt la Révolution éclate. Dès lors pouvait-on s'inquiéter du régime commercial de la France ? Bien des questions autrement importantes s'imposaient, et l'on ne peut s'étonner, malgré les années de propagande et de luttes qui ont précédé, de voir brusquement la cause du libre-échange abandonnée.

On se rend parfaitement compte que, par la force des événements, Bastiat lui-même devait être entraîné par le mouvement d'idées qui bouleversait le pays tout entier ; et il s'y jette, en effet, avec une ardeur nouvelle ; un autre adversaire est là qui, pour lui, semble plus menaçant : après le protectionnisme, le socialisme.

Ainsi se trouva subitement arrêtée, par la Révolution, l'œuvre à laquelle Bastiat s'était donné avec la conviction, l'ardeur, la foi et le désintéressement que nous savons.

Depuis le jour où avait paru son premier article au *Journal des Economistes*, il n'avait guère cessé de combattre sous une forme ou sous une autre. Par la plume, par la parole, par l'action, il avait cherché à faire triompher une liberté qui, pour lui, paraissait nécessaire à son pays.

Faut-il reconnaître qu'après tant d'efforts le résultat final fut un échec ? On pourrait le penser. Au lendemain de la Révolution, les protectionnistes, soutenus d'ailleurs dans la défense de leurs intérêts par les partis populaires, se retrouvent, semble-t-il, plus puissants qu'auparavant.

Mais ce n'est là qu'une apparence, car en réalité, l'ac-

tion de Bastiat, en ce qui concerne la liberté économique, a été beaucoup plus profonde qu'on ne le pense généralement. L'échec de la campagne libre-échangiste de 1845-1848 ne s'était jamais affirmé et l'auteur des *Sophismes économiques* a pu garder jusqu'au bout la conviction que son active propagande, sous l'influence d'une stabilité politique qui échappait alors à la France, eût produit des résultats durables.

Sa campagne, si elle ne fut suivie d'aucun effet immédiat, avait accoutumé les esprits à cette idée de l'échange libre ; avait jeté la suspicion sur les bienfaits tant vantés de la protection et préparé la voie au régime des traités de commerce de 1860.

Peut-être que si Bastiat eût encore vécu il eût été de ceux qui, avec Cobden et Michel Chevalier, négocièrent, entre la France et l'Angleterre, ces traités de commerce qui furent le point de départ d'une prospérité économique dont les bienfaits se firent encore sentir après la chute du Second Empire.

Il eût compris alors que son œuvre n'avait point été vaine.

ANNEXE

Association pour la Liberté des Echanges.

DÉCLARATION

10 mai 1846.

Au moment de s'unir pour la défense d'une grande cause, les soussignés sentent le besoin d'exposer leur croyance, de proclamer le but, les moyens et l'esprit de leur association.

L'échange est un droit naturel comme la propriété. Tout citoyen qui a créé ou acquis un produit, doit avoir l'option ou de l'appliquer immédiatement à son usage, ou de le céder à quiconque, sur la surface du globe, consent à lui donner en échange l'objet de ses désirs. Le priver de cette faculté, quand il n'en fait aucun usage contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs, et uni-

quement pour satisfaire la convenance d'un autre citoyen, c'est légitimer une spoliation, c'est blesser la loi de la justice.

C'est encore violer les conditions de l'ordre ; car quel ordre peut exister au sein d'une société où chaque industrie, aidée en cela par la loi et la force publique, cherche ses succès dans l'oppression de toutes les autres.

C'est méconnaître la pensée providentielle qui préside aux destinées humaines, manifestée par l'infinie variété des climats, des saisons, des forces naturelles et des aptitudes, biens que Dieu n'a si inégalement répartis entre les hommes que pour les unir, par l'échange, dans les liens d'une universelle fraternité.

C'est contrarier le développement de la prospérité publique ; puisque celui qui n'est pas libre d'échanger ne l'est pas de choisir son travail, et se voit contraint de donner une fausse direction à ses facultés, à ses capitaux et aux agents que la nature avait mis à sa disposition.

Enfin, c'est compromettre la paix entre les peuples, car c'est briser les relations qui les unissent et qui rendront les guerres impossibles, à force de les rendre onéreuses.

L'Association a donc pour but la liberté des échanges.

Les soussignés ne contestent pas à la société le droit d'établir, sur les marchandises qui passent la frontière,

des taxes destinées aux dépenses communes, pourvu qu'elles soient déterminées par la seule considération des besoins du Trésor.

Mais sitôt que la taxe, perdant son caractère fiscal, a pour but de repousser le produit étranger, au détriment du fisc lui-même, afin d'exhausser artificiellement le prix du produit national similaire, et de rançonner ainsi la communauté au profit d'une classe ; dès cet instant, la protection ou plutôt la spoliation se manifeste ; et c'est là le principe que l'Association aspire à ruiner dans les esprits et à effacer complètement de nos lois, indépendamment de toute réciprocité et des systèmes qui prévalent ailleurs.

De ce que l'Association poursuit la destruction complète du régime protecteur, il ne s'ensuit pas qu'elle demande qu'une telle réforme s'accomplisse en un jour et sorte d'un seul scrutin. Même pour revenir du mal au bien et d'un état de choses artificiel à une situation naturelle, des précautions peuvent être commandées par la prudence. Ces détails d'exécution appartiennent aux pouvoirs de l'Etat ; la mission de l'Association est de propager, de populariser le principe.

Quant aux moyens qu'elle entend mettre en œuvre, jamais elle ne les cherchera ailleurs que dans les voies constitutionnelles et légales.

Enfin l'Association se place en dehors de tous les partis

politiques. Elle ne se met au service d'aucune industrie, d'aucune classe, d'aucune portion du territoire. Elle embrasse la cause de l'éternelle justice, de la paix, de l'union, de la libre communication, de la fraternité entre tous les hommes ; la cause de l'intérêt général qui se confond, partout et sous tous les aspects, avec celle du public consommateur.

Vu :

Le Président,

A. DESCHAMPS.

Vu :

Le Doyen,

P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.



BIBLIOGRAPHIE

- AMÉ. — Etude sur les tarifs des douanes et sur les traités de commerce, 2 vol. Paris, 1876.
- BIDET. — F. Bastiat, l'homme, l'économiste. Montpellier, thèse 1906.
- F. BASTIAT. — Œuvres complètes. Edition Guillaumin, 1862 à 1864, 7 vol.
- BONDURAND. — Frédéric Bastiat, 1 vol. Guillaumin, 1879.
- BOUCHIÉ DE BELLE. — Bastiat et le libre-échange. Guillaumin, 1879, 1 vol.
- P. CLÉMENT. — Histoire du système protecteur. Guillaumin, 1854, 1 vol.
- L. COSSA. — Histoire des doctrines économiques. Paris, Giard et Brière, 1 vol. (Trad. franç.)
- ALPH. COURTOIS. — Notice sur Bastiat. Journal des Economistes, fév. 1888.
- F. DUPRAT. — Frédéric Bastiat, sa vie, ses écrits et ses idées économiques.
- DE FOVILLE. — Préface aux Œuvres choisies de Bastiat (petite bibliothèque économique). Guillaumin.
- G. DE MOLINARI. — F. Bastiat. Journal des Economistes, fév. 1851.

G. DE NOUVION. — F. Bastiat, sa vie, ses œuvres, ses doctrines, 1 vol. Guillaumin, 1905.

FRÉDÉRIC PASSY. — La vie et l'œuvre de Bastiat. (Compte-rendu des séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques.)

RONCE. — F. BASTIAT, sa vie, son œuvre, 1 vol. Guillaumin, 1905.

LÉON SAY. — Discours prononcé à Mugron, le 23 avril 1878, reproduit dans le Journal des Economistes de mai 1878.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	1

CHAPITRE PREMIER

Le protectionnisme en France sous la Restauration et la Monarchie de Juillet.

§ I. — La Restauration. — Dispositions du Gouver- nement de la Restauration en 1814.	3
Exigences des industriels et des agriculteurs.....	6
Loi du 28 avril 1816.....	7
Les lois sur les céréales (loi du 16 juillet 1819; loi du 8 mars 1821).....	10
Modifications successives des tarifs douaniers : loi du 27 juillet 1822; loi du 17 mai 1826... ..	14, 17
La marine marchande. — Les Colonies.....	22
Conclusion.....	25
§ II. — La Monarchie de Juillet. — Premières ten- dances des ministres de Louis-Philippe après la Révolution de 1830.....	26
Mesures libérales. — Opposition des Chambres.....	28
Loi du 15 avril 1832 sur les céréales.	29
Tentatives de Duchatel.....	30
Le projet de loi de 1836. — Echec.....	31
Loi de 1841.....	32
Guizot. — Le traité de commerce de 1842 avec la Bel- gique; les débats de 1845.....	33
Conclusion	34

CHAPITRE II

Frédéric Bastiat. La formation des idées.

Années de jeunesse.....	36
Bastiat à Bayonne. — Commerce et études.....	38
Le port-franc de Bayonne.....	42
Mugron. — Félix Coudroy et Bastiat.	46

CHAPITRE III

Premiers écrits.

Réflexions sur les pétitions des ports.....	50
Le fisc et la vigne. — Mémoire sur la question vinicole.	54
De l'influence des tarifs français et anglais sur l'avenir des deux peuples	59
Les sophismes économiques	63
Cobden et la Ligue.....	72

CHAPITRE IV

L'Action et ses résultats.

L'Association bordelaise.....	80
Bastiat à Paris	82
L'Association pour la liberté des échanges.....	84
Conférences à la salle Montesquieu.....	87
L'agitation.....	89
Le libre-échange. — Polémique.....	92
La disette et la suspension de l'échelle mobile	95
Discours en province : Lyon, Marseille.....	108
Effets produits par la campagne libre-échangiste en 1847.	113
Les adversaires.....	114
Derniers efforts.....	118
Révolution de 1848	122
Conclusion	122

ANNEXE

Déclaration de l'Association pour la liberté des échanges	124
---	-----

